

BELGISCHE **K**AMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE **B**ELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE PLENAIRE VERGADERING
VAN

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
DU

14-12-1999
voormiddag

14-12-1999
matin

AGALEV-ECOLO	:	<i>Anders gaan leven / Ecologistes conférés pour l'Organisation de lutttes originales</i>
CVP	:	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	:	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	:	<i>Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement du citoyens pour le changement</i>
PS	:	<i>Parti socialiste</i>
PSC	:	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	:	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	:	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	:	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	:	<i>Volksunie & ID21</i>

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/00	:	<i>Documents parlementaires de la 50e législature, suivi du n° et dy n° consécutif</i>
QRVA	:	<i>Question et Réponses écrites</i>
HA	:	<i>Annales (Compte Rendu intégral)</i>
CRA	:	<i>Compte Rendu Analytique</i>
PLEN	:	<i>Séance plénière</i>
COM	:	<i>Réunion de commission</i>

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/00	:	<i>Parlementaire documenten van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer</i>
QRVA	:	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
HA	:	<i>Handelingen (Beknopt Verslag)</i>
BV	:	<i>Beknopt Verslag</i>
PLEN	:	<i>Plenum vergadering</i>
COM	:	<i>Commissievergadering</i>

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants
Commandes :
Place de la Nation, 1008 Bruxelles
Fax : 02/549 82 60
Tél. : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Officiële publicaties, van de Kamer van volksvertegenwoordigers
Bestellingen :
Natieplein, 1008 Brussel
Fax : 02/549 81 60
Tel. : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Inhoud**Dinsdag 14 december 1999, 10.00 uur
PLEN 022**

BERICHTEN VAN VERHINDERING	5
WETSONTWERP	5
Wetsontwerp houdende fiscale en diverse bepalingen (296/1 tot 7)	5
algemene bespreking	5
<i>Sprekers</i> : Eric van Weddingen en Olivier Chastel , rapporteurs, Dirk Pieters , Jean-Pierre Viseur , Fientje Moerman	
REGELING VAN DE WERKZAAMHEDEN	14
WETSONTWERP (VOORTZETTING)	15
hervatting van de algemene bespreking	15
<i>Sprekers</i> : Hagen Goyvaerts , Rik Daems , minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties, Jean-Pierre Viseur , Maurice Dehu , Yves Leterme , Jef Tavernier , voorzitter van de AGALEV-ECOLO-fractie, Alfons Borginon , Eric van Weddingen , Peter Vanvelthoven , Alexandra Colen , Luc Paque , Didier Reynders , minister van Financiën	
BIJLAGE	35
MEDEDELINGEN	35
SENAAT	35
OVERGEZONDEN WETSONTWERP	35
FAST COMITÉ VAN TOEZICHT OP DE POLITIEDIENSTEN	35
KOSTENSTAAT	35

Sommaire**Mardi 14 décembre 1999, 10.00 heures
PLEN 022**

EXCUSES	5
PROJET DE LOI	5
Projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses (296/1 à 7)	5
discussion générale	5
<i>Orateurs</i> : Eric van Weddingen et Olivier Chastel , rapporteurs, Dirk Pieters , Jean-Pierre Viseur , Fientje Moerman	
ORDRE DES TRAVAUX	14
PROJET DE LOI (CONTINUATION)	15
reprise de la discussion générale	15
<i>Orateurs</i> : Hagen Goyvaerts , Rik Daems , ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques, Jean-Pierre Viseur , Maurice Dehu , Yves Leterme , Jef Tavernier , président du groupe AGALEV-ECOLO, Alfons Borginon , Eric van Weddingen , Peter Vanvelthoven , Alexandra Colen , Luc Paque , Didier Reynders , ministre des Finances	
ANNEXE	35
COMMUNICATIONS	35
SÉNAT	35
PROJET DE LOI TRANSMIS	35
COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE	35
ETAT DES DEPENSES	35

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MARDI 14 DÉCEMBRE 1999

10.00 heures

PLENAIRE VERGADERING

van

DINSdag 14 DECEMBER 1999

10.00 uur

De vergadering wordt geopend om 10.04 uur door de heer **Herman De Croo**, Kamervoorzitter.

La séance est ouverte à 10.04 heures par M. **Herman De Croo**, président de la Chambre.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.

La séance est ouverte.

Mededelingen moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Ze zullen in de bijlage bij de handelingen van deze vergadering opgenomen worden.

Des communications doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises en annexe des annales de cette séance.

Berichten van verhindering**Excusés**

Colette Burgeon, wegens ambtsplicht / pour obligation de mandat;

José Canon, Arnold Van Aperen, wegens ziekte / pour raison de santé;

Jean-Paul Moerman, buitenslands / à l'étranger.

Projet de loi**Wetsontwerp****Projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses (296/1 à 7)****Wetsontwerp houdende fiscale en diverse bepalingen (296/1 tot 7)**

De algemene bespreking is geopend.

La discussion générale est ouverte.

M. Eric van Weddingen (PRL FDF MCC), rapporteur :
Monsieur le président, chers collègues, la commission des Finances et du budget a examiné le présent projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses au cours de ses réunions des 7 et 8 décembre.

Dans son exposé, le ministre des Finances a d'abord confirmé le rétablissement de l'indexation des barèmes fiscaux à partir des revenus de 1999, avec intégration complète dans le barème du précompte professionnel, à partir des revenus de l'année 2000. Il a également fourni une projection du démantèlement complet de la contribution complémentaire de crise en quatre années.

Le ministre a ensuite énoncé et commenté les mesures contenues dans le projet, à savoir :

1. la réduction de la cotisation complémentaire de crise à 2% pour les revenus de 1999, lorsque le revenu imposable globalement n'excède pas 850 000 francs;

2. la réduction, respectivement à 1% et à 2% pour les revenus de 2000, lorsque le revenu imposable n'excède pas 850 000 ou se situe entre 850 000 et 1 250 000 francs;

3. la réduction, pour une période de 3 ans, de 21 à 6% du taux de TVA applicable à quatre secteurs de services à haute intensité de main d'oeuvre, qui sont la rénovation et la réparation de logements privés entre 5 et 15 ans, la réparation de bicyclettes, de chaussures et d'articles de cuir, la réparation de vêtements et de linge de maison;

4. l'augmentation de 345 à 450 francs par jour de la déductibilité des frais de garde d'enfants de moins de 3 ans, ainsi que l'augmentation de 10 000 à 13 000 francs de l'exemption pour les autres enfants de moins de 3 ans;

5. la suppression des droits d'enregistrement perçus dans le cadre de la procédure de naturalisation;

6. la dispense du versement du précompte professionnel sur les rémunérations des travailleurs occupés à bord de navires battant pavillon d'un Etat membre de l'Union européenne, pour le secteur de la marine marchande et du dragage.

Eric van Weddingen

Le ministre estime qu'en fin de législature, le total des présentes mesures représentera une réduction d'impôts annuelle de l'ordre de quatre-vingts milliards. Lors de la discussion générale, des intervenants se sont réjouis de la rapidité avec laquelle le chapitre de la déclaration gouvernementale relatif à la réduction de la pression fiscale a été mis en oeuvre; la concision et la lisibilité du projet furent également soulignées. Des critiques ont été émises sur le mode progressif de suppression, choisi pour la contribution complémentaire de crise, qui, selon les intervenants, aurait pu être plus simple, plus rapide et moins discriminatoire. Plusieurs commissaires ont souhaité une prise en compte plus importante des charges liées aux enfants, et pas seulement des frais de garde des enfants de moins de trois ans. Le ministre n'a pas exclu d'aller en ce sens à l'occasion de la réforme fiscale et a, par ailleurs, évoqué la possibilité de simplifier et d'élargir les mesures en faveur d'un certain nombre de services de proximité rendus à des particuliers.

En ce qui concerne la TVA sur la construction, de nombreux intervenants ont émis le souhait de prendre des mesures complémentaires pour les bâtiments neufs et les logements sociaux. Ces intervenants ont renvoyé aux propositions qu'ils ont déposées en ce sens. Le ministre s'est engagé à faire procéder à l'évaluation budgétaire de certaines mesures et de rouvrir le débat. Un commissaire a insisté pour qu'un contrôle des prix ait lieu dans les secteurs qui bénéficieront d'une réduction du taux de TVA. Un autre déplore l'absence de mesures en faveur de l'horeca et de la coiffure.

L'avantage accordé au secteur maritime a donné lieu à de nombreuses interventions, les uns souhaitant étendre la mesure au remorquage, les autres exprimant leur désaccord sur le principe même de ce genre de mesures dérogatoires, lesquelles risqueraient de s'étendre à d'autres secteurs. Un commissaire regrette le report, jusqu'à l'entrée en vigueur de la réforme fiscale, de l'augmentation du revenu minimum imposable.

Plusieurs propositions étaient jointes au projet. Les propositions de Mme Trees Pieters, de M. Borginon, et de Mme Van de Castele, ainsi que de M. Bultinck concernent des modes de réduction de la TVA dans le secteur de la construction. La proposition de MM. Dirk Pieters et Leterme est relative à la déductibilité des frais de garde d'enfants. Pour l'exposé de ces quatre propositions, je me permets de renvoyer au rapport écrit, d'autant que la commission a décidé d'en reporter le vote.

Lors de la discussion des articles, onze amendements ont été déposés, parmi lesquels sept amendements de type technique ont été adoptés. Le projet amendé a été adopté par neuf voix pour, et cinq abstentions.

Le président : Monsieur le rapporteur, je vous remercie. Je regrette que M. le ministre n'ait pu être présent lors de votre exposé - ce qui, du reste, ne posait point de

problème pour la lecture du rapport, étant donné que c'est là la mission de la commission auprès de la Chambre. En revanche, je ne peux autoriser le débat pour l'instant en l'absence d'un représentant du gouvernement. Par conséquent, la séance est suspendue.

- *La séance est suspendue à 10.12 heures.*

- *De vergadering wordt geschorst om 10.12 uur.*

- *La séance est reprise à 10.16 heures.*

- *De vergadering wordt hervat om 10.16 uur.*

M. Olivier Chastel (PRL FDF MCC), rapporteur : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, votre commission a examiné, le 8 décembre 1999, les dispositions de la loi-programme sur lesquelles elle avait à se prononcer.

Dans son exposé introductif, M. le ministre des Télécommunications des Entreprises et Participations publiques nous a expliqué que la Poste était à la veille de subir d'importantes mutations : le 1^{er} janvier 2003, le secteur postal sera libéralisé. À partir de cette date, tous les produits et services pourront être offerts par tout le monde. Un plan industriel appelé "Master plan" est en cours d'élaboration à la Poste et le conseil d'administration a décidé de transformer l'entreprise en une société anonyme de droit public, afin de pouvoir procéder à une augmentation de capital et réaliser les investissements nécessaires. Il va de soi que toute l'opération doit pouvoir s'effectuer dans le cadre de la loi du 21 mars 1991 relative à la réforme de certaines entreprises publiques.

Un certain nombre de modifications sont toutefois nécessaires en vue de la plus grande souplesse possible.

Premièrement, la transformation en société anonyme de droit public est régie au chapitre IX de la loi en projet; elle peut cependant s'effectuer par arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

Deuxièmement, on s'écarte de la composition assez rigide du conseil d'administration. C'est ainsi que les membres du comité de direction ne sont pas des membres de droit du conseil d'administration et que le nombre de membres du conseil d'administration ne doit plus nécessairement être égal au double de celui des membres du comité de direction. Toutes ces réformes sont nécessaires pour que, comme le veulent les techniques modernes de management, l'administrateur délégué puisse s'entourer d'une équipe au lieu de conserver des structures de type collégial.

Troisièmement, le conseil d'administration sera renouvelé à l'occasion de la transformation.

Quatrièmement, pour les mêmes raisons de souplesse, on dérogera aux articles 19 et 20 de la loi de 1991 concernant le fonctionnement des comités de direction.

Olivier Chastel

Cinquièmement, les modalités d'information, de vérification et de contrôle peuvent également être précisées dans les statuts.

Enfin, sixièmement, les membres et le président du conseil d'administration, de même que l'administrateur délégué étant nommés par le Roi, ils ne peuvent être révoqués que par arrêté royal délibéré en conseil des ministres.

À l'occasion de la discussion générale, M. Van Eetvelt fait observer qu'il s'avère que l'avis de l'inspecteur des Finances n'avait pas été transmis au Conseil d'Etat. L'intervenant souligne qu'en vertu des dispositions proposées, le gouvernement pourrait supprimer le comité de direction en tant qu'organe. D'après le ministre, la procédure normale a été suivie : il a été répondu à toutes les observations formulées par le Conseil d'Etat. De toute façon, l'avis de l'inspecteur des Finances sera distribué - j'espère qu'il l'a été - avant le vote en séance plénière.

Pour ce qui est du comité de direction, on tend à constituer une équipe entourant l'administrateur délégué, dès lors que cette solution répond davantage aux exigences posées par la gestion d'une entreprise dont le chiffre d'affaires atteint 70 à 80 milliards de francs.

Lors de la discussion et du vote des articles, les articles 8 à 10 n'ont donné lieu à aucune observation et ont été successivement adoptés par huit voix et trois abstentions.

L'ensemble des articles soumis à la commission est donc adopté par huit voix et trois abstentions.

De heer **Dirk Pieters** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, vooreerst feliciteer ik beide rapporteurs en de diensten van de Kamer voor hun uitstekend verslag.

Mijnheer de minister, in de algemene beleidslijnen van het ministerie van Financiën voor het begrotingsjaar 2000 vindt men op bladzijde 6 de directe gevolgen voor de inkomsten 1999 van de belastingplichtigen. Volgens de nota worden de belastingen in totaal met 11,4 miljard frank verminderd, waarvan liefst 8,4 miljard frank ingevolge de herinvoering van de indexering van de belastingschalen. Deze beslissing voerde de vorige regering reeds uit. Dit betekent dat de belastingverlaging waartoe deze regering overgaat slechts 3 miljard frank bedraagt of nog geen 0,2% van de geraamde directe belastingen, in totaal geraamd op 1 587,4 miljard frank voor de begroting 2000.

Slechts na enig aandringen heeft de minister toegegeven dat deze maatregel die zowel in de beleidsnota als in het wetsontwerp centraal staat, al door de vorige regering werd gepland en uitgevoerd. Deze pluim kan dus onmogelijk de hoed van de nieuwe regering tooien. Het bewijs kan trouwens eenvoudig worden geleverd. Dit wetsont-

werp bevat geen enkel artikel om deze maatregel in te voeren of aan te passen. Collega's, u zult bijgevolg ook merken dat wij daarover niet zullen stemmen. Het heeft eigenlijk iets pervers, als ik dat woord mag gebruiken, om als eerste prioriteit voor het te voeren fiscaal beleid een maatregel aan te kondigen waartoe al door de vorige regering werd beslist.

Nog perverser is uw achterliggende redenering, mijnheer de minister. U stelt de indexering zo uitdrukkelijk centraal omdat een andere regering met de CVP, volgens u een nieuwe beslissing zou hebben genomen om het besluit tot herinvoering van de indexering van de vorige regering opnieuw ongedaan te maken. Het is waar dat vroeger ooit een verlenging van de niet-indexering werd goedgekeurd, maar de context is nu totaal anders. Dat weten wij als CVP als geen ander. Het tekort werd in de negentiger jaren teruggedrongen van 7% naar 3% of minder. Er blijft nu nog wel een budgettaire orthodoxie nodig, maar dit vergt geen saneringsoperaties meer. Voor alle duidelijkheid dus : de CVP zou in geen geval de indexering opnieuw hebben opgeheven, omdat de noodzaak daartoe niet langer bestaat.

U pronkt met andermans veren wat de genomen maatregelen betreft en u doet dat dan nog tegenover een regering die het budget heeft gesaneerd en u daardoor juist budgettaire ruimte heeft gegeven. Dankbaarheid hadden wij niet verwacht, maar dan toch wel minstens de intellectuele eerlijkheid en hoffelijkheid om te erkennen dat wij het vuile werk hebben opgeknapt dat u nu op rozen doet zitten, en dat wij de herindexering hebben ingevoerd zodra de financiën het verdroegen.

Ik zou overigens willen waarschuwen ervoor te zorgen dat uw misplaatst triomfalisme over de herindexering van de belastingen niet als een boemerang naar u terugkeert. Een te laks budgettair beleid vraagt soms vlugger dan men verwacht een correctie. Ik verwijs op dat punt naar het begrotingsdebat, waar ik de stelling heb ontwikkeld dat de te ruim genomen marge ten belope van ongeveer 30 miljard frank of 0,3% van het BNP dan misschien niet dramatisch is als het tot een eenmalig experiment in 2000 wordt beperkt, doch dat het fataal zou zijn dit drie of vier jaar na elkaar te herhalen. Ik stel vast dat de minister van Begroting mij op dat punt althans niet tegenspreekt en zelf ook aangeeft dat de budgettaire marge in 2001 veel beperkter zal zijn. Nochtans worden aan de lopende band mooie en leuke dingen in het vooruitzicht gesteld.

Zovele beloften worden geformuleerd, zonder dat er een budgettaire ruimte is om ze allemaal te financieren. Er is geen meerjarenplan waarin de uitvoering van de beloften wordt begroot en geprogrammeerd. Wat doet men dan ? Vooral veel beloven, mist spuiten, mooie principes naar voren brengen, doch elk debat daarover naar later verwijzen. Erger nog, terwijl u aankondigt een probleem te gaan oplossen, gaat u het eerst nog wat groter maken.

Olivier Chastel

Het mooiste voorbeeld hiervan zijn de fiscale discriminaties van de gehuwden en de samenwoners. Hoewel u het principe van een neutrale fiscale behandeling van de samenlevingsvormen voorschrijft, maakt u bij uw eerste concrete invulling van het regeerakkoord de discriminaties van de gehuwden groter.

De regering schrijft in haar algemene beleidslijnen voor het begrotingsjaar 2000 letterlijk : "In uitvoering van het regeerakkoord zal het ministerie van Financiën dan ook een algemene herziening van de personenbelasting uitwerken, welke zal stoelen op de volgende principes :..." Het volgende principe wordt letterlijk vermeld : "... de uitwerking van een inzake een gekozen samenlevingsvorm neutraal belastingsysteem; de discriminaties ten aanzien van gehuwden, samenwonenden en alleenstaanden zullen worden weggewerkt". Niets geeft voor mij zo treffend het verschil tussen woord en daad weer van deze regering als de vergelijking van deze passage met het wetsontwerp. De nieuwe regering vindt het in het voorliggende wetsontwerp nodig om de fiscale discriminaties van gehuwden ten opzichte van samenwoners nog uit te diepen. Haar principes van een neutraal belastingsysteem voor alle samenlevingsvormen wordt simpelweg overboord gegooid.

Onze voornaamste commentaar op het voorliggende wetsontwerp is hier gesitueerd. Hoe kan het dat in het regeerakkoord de belofte wordt gedaan om de fiscale discriminaties af te schaffen, terwijl de regering in haar eerste fiscaal ontwerp volstrekt het tegenovergestelde doet ? Ze vergroot nog het fiscale nadeel om gehuwd te zijn door samenwoners met dezelfde inkomsten sneller een verlaging van de crisisbelasting toe te staan.

De regering hanteert een onvolkomen fasering voor de afschaffing van de crisisbelasting. Er heerst heel wat onzekerheid over het vervolg; dit hebben we zelfs kunnen merken tijdens de bespreking aan de voorzichtige toon van de minister. In dit ontwerp brengt men al een vermindering van de crisisbelasting tot stand, maar nog geen afschaffing. Mijnheer de minister, u kreeg van uw eigen partij de nodige weerstand op dit punt. De afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage zou te traag verlopen. Deze stapsgewijze afschaffing, gekoppeld aan het gezamenlijk belastbare inkomen, is geen vereenvoudiging van de wetgeving.

Collega Leterme had overschot van gelijk toen hij u waarschuwde. Er zijn inderdaad arresten, die aangeven dat belastingverminderingen niet alleen in de kohieren moeten blijken, maar ook in de bedrijfsvoorheffing. Tot nu toe houdt dit ontwerp hiermee geen rekening.

Tot besluit van dit gedeelte, zou ik u willen vragen, mijnheer de minister, of u deze operatie niet beter in één keer had gerealiseerd, daarom niet noodzakelijk dit jaar. Het mocht zelfs binnen één, twee, of drie jaar, indien dit

volgens een meerjarenplan gebeurde. Vóór de stemming over dit artikel wil ik u al het volgende verklaren. Ik heb het overwogen een amendement in te dienen om dit plan tot 2001 uit te stellen en dan deze aanvullende crisisbelasting in één keer weg te werken. Door het politieke spel zou dit echter de indruk wekken dat wij het de begunstigden in 2000 niet gunnen, en dat is natuurlijk niet het geval. Daarom hebben wij ervoor geopteerd om, als een second best solution, de logica van de fasering dan maar te aanvaarden, doch voor zover de fiscale discriminaties van gehuwden worden gecorrigeerd. Daarom hebben we ons amendement in plenaire vergadering opnieuw ingediend. Wij maken ons geen illusies omtrent de stemming terzake, maar wensen toch een belangrijk signaal mee te geven.

De vermindering van het tarief van de crisisbelasting gebeurt immers op basis van het gezamenlijk belastbaar inkomen. Alleen de gehuwden betalen belastingen op basis van dit gezamenlijk belastbaar inkomen. Nemen wij het voorbeeld van twee personen met een laag inkomen, of een pensioen van 800 000 frank. De regering geeft in de memorie van toelichting aan dat deze inkomens voor haar lage inkomens zijn. Wanneer twee samenwoners elk 800 000 frank verdienen, mogen ze voor 1999 elk op een korting van 1% rekenen en voor 2000 hebben ze elk al een korting van 2%. Wanneer twee gehuwden elk 800 000 frank verdienen mogen ze nog op niets rekenen. Pas als er in 2001 nog voldoende budgettaire ruimte is, zouden ze voor het eerst een korting van 1% krijgen. Op dat moment betalen de samenwoners al niets meer.

In de plaats van de afschaffing van de fiscale discriminaties, zoals ze zo mooi schrijft in haar regeerakkoord, vergroot de regering dus de fiscale discriminaties nog. Dit is zwaar nadelig voor de gehuwden. Als ons amendement niet wordt goedgekeurd, zullen we ons bij de stemming over dit artikel onthouden.

De CVP vindt het heel positief dat de regering de nodige aandacht schenkt aan de aftrekbaarheid voor kinderopvang. De CVP deelt trouwens de mening van de regering dat ook de fiscale aftrek voor buitenschoolse kinderopvang van kinderen, ouder dan drie jaar, in de toekomst mogelijk moet worden gemaakt. Het wordt hoog tijd dat de niet geringe kosten voor buitenschoolse kinderopvang ook fiscaal begunstigd worden. De opvang van een kind beperkt zich niet tot de eerste drie jaar. Zoals ook in het wetsvoorstel van collega Leterme en mijzelf voorgesteld, zal de regering - zo belooft ze althans - bij koninklijk besluit voorzien in een verhoging van de fiscale aftrekbaarheid van de kosten voor erkende kinderopvang. Het nieuwe koninklijk besluit, waarop helemaal nog geen datum werd gekleefd, zou het aftrekbare bedrag per dag van 345 naar 450 frank verhogen.

Wanneer dit koninklijk besluit evenwel uitblijft, beloven wij u, mijnheer de minister, dat wij ons wetsvoorstel opnieuw op de agenda zullen laten plaatsen. Wij zouden het spel

Olivier Chastel

hebben kunnen spelen om dat aspect van ons wetsvoorstel nu al ter stemming te leggen. Een goedgekeurde wet geeft immers altijd meer zekerheid dan een aangekondigd koninklijk besluit. Hoe zou de meerderheid hierover hebben gestemd? Ik kan het raden: eens te meer zou collega Tavernier als eerste het woord nemen en de positie van een typisch meerderheidslid aannemen, waartegen hij vroeger in de oppositie zo fulmineerde. Hij heeft blijkbaar zijn wilde haren laten knippen.

De CVP, en zij niet alleen, vindt het trouwens ongepast dat allerlei nog uit te vaardigen koninklijke besluiten in de toelichting van een wetsontwerp worden opgenomen. Het schept het valse gevoel dat tot deze maatregelen al werd besloten. De bevolking kan met dit valse gevoel heel bedrogen uitkomen, zeker wanneer wij weten dat deze bepalingen uit die koninklijke besluiten een veel hogere budgettaire weerslag hebben dan de bepalingen uit het wetsontwerp.

Nu met zoveel poeha het koninklijk besluit wordt aangekondigd, moet het wel heel spoedig volgen.

Naast de aangekondigde verhoging van de aftrek voor de erkende kinderopvang staat in het wetsontwerp wel uitdrukkelijk dat het basisbedrag van de belastingvrije som voor de niet-erkende kinderopvang wordt verhoogd van 10 000 frank tot 13 000 frank. In geïndexeerde termen betekent dit een stijging van 13 000 tot 16 000 frank, een stijging met 3 000 frank van de belastingvrije som. Deze 3 000 frank is uiteindelijk slechts goed voor een belastingvermindering van 3 000 frank maal 25% of 750 frank, aangezien de belastingvrije som aan het laagste tarief van de personenbelasting wordt gerekend.

165 000 gezinnen met in totaal 185 000 jonge kinderen vallen voor het aanslagjaar 1998 onder dit minder voordelige fiscale regime. Voor hen vinden we - en dit samen met collega van Weddingen, de commissaris die voor uw partij het woord voerde en zelfs verslaggever is van dit wetsontwerp - de inspanning die in dit ontwerp wordt gedaan te laag, om twee redenen:

Ten eerste, de reeds bestaande fiscale aftrek voor niet-erkende kinderopvang, die voor een geïndexeerde som van 16 000 frank op een belastingvoordeel van 4 000 frank komt, ligt nu reeds veel te laag in vergelijking met de aftrek voor de erkende opvang. Wanneer het kind 250 dagen, het normale aantal werkdagen, bij een erkende kinderopvang zit, is de fiscale besparing al vlug 250 maal 450 frank of 45 000 frank, aan een belastingtarief van 40%.

Ten tweede, de verhoging tot 450 frank, die wij ook willen, vergroot de afstand tussen beide regimes nog verder. Om het voordeel van de stijging van 345 naar 450 frank

voor de erkende kinderopvang, laten wij zeggen 10 500 frank, ook toe te passen op de niet-erkende kinderopvang, moet de geïndexeerde belastingvrije som verhogen met 42 000 frank. Het basisbedrag zou dan 50 000 frank moeten worden.

De onzekerheid die wij als volksvertegenwoordigers hebben omtrent de realisatie van het aangekondigde koninklijk besluit, om het bedrag van 345 tot 450 frank te verhogen, kon tijdens de commissievergadering niet volledig worden weggenomen. Bijgevolg hebben wij ons wetsvoorstel in commissie bewust teruggetrokken om het later terug op de agenda te laten plaatsnemen. Op dat moment zullen wij via een wetsvoorstel het fiscaal toe te passen bedrag voor erkende kinderopvang wijzigen en tevens een verhoging van de belastingvrije som bij niet-erkende kinderopvang naar 50 000 frank inschrijven.

Wij zullen op dat ogenblik ook een bepaling opnemen die de buitenschoolse kinderopvang voor kinderen van 3 tot 12 jaar fiscaal aftrekbaar maakt.

Om die reden zullen wij ons op dit punt bij de stemming onthouden.

Wat ik daarnet opmerkte bij het hoofdstuk over de niet-erkende kinderopvang, met name dat er slechts een aankondiging is van een onzeker koninklijk besluit, geldt ook voor de door Europa besliste experimenten om de BTW te verlagen voor enkele arbeidsintensieve diensten. Het verschil is dat hier wel een timing wordt voorgeschreven, omdat Europa dit oplegt. Hoe dan ook, ook deze maatregel hoort niet thuis in dit wetsontwerp.

In het wetsontwerp merken we overigens dat er geen sprake meer is van een BTW-verlaging voor de nieuwbouw, nochtans een liberaal strijdpunt toen VLD en PRL in de oppositie zaten.

Nu zij een uitgelezen kans krijgen om de BTW in de nieuwbouw te verlagen, doen zij het niet. Ook op dat strijdpunt krijgt collega Desimpel zelfs geen begin van genoegdoening.

Al zijn wij tevreden met de nieuwe studieopdracht die aan het Planbureau werd gegeven, toch verzoeken wij uitdrukkelijk dat de studie niet zozeer een algemene verlaging zou onderzoeken - immers die conclusies kennen wij al - maar zich zou beperken tot het toepassingsgebied van het wetsvoorstel van Trees Pieters. Het handelt alleen om de eerste gezinswoningen in de sociale en de private bescheiden woningbouw.

Ook de kwestie van de fiscale behandeling van het zeevervoer kende hilarische hoogtepunten. In dat verband verwijs ik naar een amendement van vertegenwoordigers van vijf van de zes regeringspartijen, dat trouwens de goedkeuring wegdroeg van de CVP en de VU, ertoe strekkend naast de koopvaardij- en baggersector, ook de sleepdiensten in het ontwerp op te nemen.

Olivier Chastel

De vijf regeringspartijen waren VLD, PRL, SP, Agalev en Ecolo. Alleen de door de heer Verhofstadt vroeger zo vaak verguisde PS had het amendement niet mede ondertekend en het gevolg was dat de vijf voormelde partijen inbonden. De sleepdiensten werden andermaal afgevoerd naar een mogelijk KB.

Mijnheer de minister, ik zeg u nogmaals dat wanneer u talmt met de uitvaardiging van dit koninklijk besluit, wij u zullen confronteren met een wetsvoorstel dat trouwens voor alle zekerheid reeds werd opgesteld.

Ten slotte, mijnheer de minister, wensen wij thans te verduidelijken waarom wij in de commissie tegen het kosteloos zijn van de naturalisaties stemden.

Ten eerste, de zogenaamde belastingen op de naturalisaties zijn louter vergoedingen voor prestaties die worden geleverd door de overheid. Terecht merkte de heer Borginon in dat verband op waarom u de naamsverandering dan ook niet kosteloos maakt.

Ten tweede, - en dit is het belangrijkste - vormt het aanrekenen van een lage kostprijs een zekere rem. U kunt de kosteloosheid van de naturalisaties een beetje vergelijken met de uitdeling van gratis treinkaartjes: iedereen neemt het aan, hoewel zij ervan nadien misschien geen gebruik maken of er zelfs geen behoefte aan hebben, maar het is gratis en je weet maar nooit of het niet eens van pas kan komen. Dergelijke praktijken omtrent naturalisaties zijn uit den boze, zeker wanneer men weet dat de last hiervan vooral door de reeds overbelaste parketten wordt gedragen. Een plotse toename van hun werklast kunnen zij missen als kiespijn en de bevolking ook trouwens. Ik verzoek u, mijnheer de minister, de immense inspanningen die werden geleverd na de periode-Dutroux, niet uit de weg te gaan. Ik moet wel toegeven dat, in vergelijking met het ontwerp op de naturalisaties, de kosteloosheid ervan in deze context slechts een detail is.

Tot besluit kan ik zeggen dat het wetsontwerp een mager beestje is. Hoe ziet het wetsontwerp eruit zonder alle overbodige franjes? Welke fiscale maatregelen worden eigenlijk wettelijk bepaald, de naturalisaties en De Post terzijde gelaten? Welnu, ik zal ze even opsommen: de verhoging van de belastingvrije som met 3 000 frank voor niet-erkende kinderopvang, de gedeeltelijke vermindering van de crisisbelasting en het niet moeten storten van sommige verschuldigde bedrijfsvoorheffingen in de bagger- en koopvaardijsector. Dat is al.

Mijnheer de minister, in de begroting voor het jaar 2000 betekent dit een budgettaire inspanning van 135 miljoen voor de niet-erkende kinderopvang - dat is een eigen berekening, uitgaande van 160 000 kinderen onder de drie jaar voor het aanslagjaar 1998 a rato van 750 frank - en 300 miljoen voor de crisisbelasting - dat is het cijfer dat u zelf gaf. Abstractie makend van de bedrijfs-

voorheffing in de bagger- en koopvaardijsector, die ten gunste komt van de werkgevers, stelt men vast dat de Belgische natuurlijke personen slechts 435 miljoen minder belastingen moeten betalen dan voorheen.

Naast deze artikels bevat het ontwerp in haar toelichting ook algemene en bijzondere intenties. De bijzondere intenties zullen via koninklijke besluiten worden geregeld en slaan op de erkende kinderopvang, de sleepvaart en de BTW-verlaging voor arbeidsintensieve diensten. De onzekerheid omtrent de finaliteit en de inwerkingtreding van deze koninklijke besluiten zou de regering tot meer voorzichtigheid moeten aanzetten. Ook de Raad van State is van oordeel dat de memorie van toelichting bij dit wetsontwerp veel ruimer is dan wat het ontwerp regelt.

Vergeleken met vorige programmawetten werd deze niet aangevuld met de jaarlijks noodzakelijke technische aanpassingen die door diverse administraties wordt gevraagd.

De droomwereld die wordt gecreëerd door newspeak en positieve communicatie blijft intact. Iets met weinig om het lijf inpakken tot een goed project, dat is de boodschap van het lichtend voorbeeld Tony Blair, die naar het schijnt meer uitgeeft aan reclame voor zijn actieve welvaartsstaat dan Coca Cola voor haar product.

De heer Slangen verdient trouwens ook een aardige duit om de eerste minister de newspeak aan te leren. George Orwell kon natuurlijk niet voorspellen dat de newspeak in België niet in 1984, maar slechts in 1999 zou worden ingevoerd.

Gelukkig kunnen de ministers echter mee de nieuwe communicatieboodschap uitdragen. Bert Anciaux gaf daarvan een puik staaltje. Toen hij een voor Vlaanderen slecht akkoord afsloot, verklaarde hij nadien: "Ik ben fier op dit akkoord". Het voorliggende ontwerp is in hetzelfde bedje ziek: veel geblaat, weinig wol!

M. Jean-Pierre Viseur (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le ministre, le projet de loi que nous examinons contient, tout comme l'exposé des motifs, de nombreux points positifs. Je veux parler de la réindexation des barèmes fiscaux, même si cette matière ne figure pas au corps de la loi. Il en est question dans l'exposé des motifs. La discussion consistant à savoir à qui revient le mérite de l'indexation des barèmes fiscaux entre l'ancien et le nouveau gouvernement est surannée, parce que le mérite en revient évidemment au contribuable, qui a collaboré à l'assainissement des finances, par ailleurs mal gérées pendant des décennies. Donc, c'est plutôt sur cette mauvaise gestion que l'interrogation porte, d'autant plus que le mérite n'en revient peut-être pas non plus à tous les citoyens. En effet, ceux-ci n'ont pas nécessairement tous contribué dans la mesure de leurs revenus.

Jean-Pierre Viseur

De toute façon, je me réjouis que les barèmes soient réindexés, indépendamment du fait que cette mesure figure ou non dans la loi. Et je suis persuadé que les contribuables eux-mêmes s'accorderont à dire que l'essentiel est là et pas ailleurs.

Comme mesures positives, je citerai le démantèlement progressif de la cotisation exceptionnelle de crise, l'augmentation de la prise en charge des frais de garde d'enfants, la diminution de la TVA sur des activités à haut taux de main-d'oeuvre ainsi que la gratuité de la naturalisation.

Cependant, monsieur le ministre, ce qui obscurcit le tableau de cette loi, c'est l'article 4. Je ne peux m'empêcher d'établir un rapprochement entre cet article 4 et les récents événements survenus autour de l'OMC et de Seattle. L'idéologie gravitant autour de l'OMC est la libéralisation, car elle créerait toujours des richesses. Cependant, une fois le marché totalement libéralisé et les entreprises exposées à la concurrence internationale, elles viennent rapidement solliciter des secours auprès des pouvoirs publics parce que soumises à cette compétition internationale, elles prétendent ne plus pouvoir s'en sortir.

L'Etat les entend et leur fait alors quelques cadeaux se chiffrant à quelques dizaines ou centaines de millions, cadeaux fiscaux puisque, grâce à cette loi, le précompte professionnel ne devra plus être retenu. De plus, une autre loi prévoit l'exemption des cotisations sociales et ce, au bénéfice des mêmes entreprises, du même secteur économique.

En conclusion, la libéralisation de ce secteur appauvrit les pouvoirs publics, ainsi qu'une partie des contribuables, ceux qui doivent suppléer à ces impôts qui ne rentreront plus.

Je regrette également que l'amendement qui a été déposé, même s'il a pris une autre forme, a pour but d'élargir le champ d'application de ces mesures qui vont totalement à contresens du discours habituel sur l'harmonisation fiscale. Le week-end, on tente de négocier à Helsinki une harmonisation fiscale par le haut, ou en tout cas, ne privilégiant pas les entreprises multinationales, fait qui permet aux Etats de percevoir leur dû. Et quelques jours plus tard, nous votons une loi allant exactement à l'encontre des principes que nous avons défendus.

Nos voisins, particulièrement les Pays-Bas et le Luxembourg, pratiquent eux aussi un dumping fiscal. Il est d'ailleurs assez extraordinaire de constater que c'est entre les pays dont l'intégration économique est la plus forte, c'est-à-dire le Benelux, qu'il y a aussi la plus forte concurrence fiscale. Je tiens à le signaler parce que cela

me semble être une ineptie d'avoir toujours reporté le volet fiscal dans les grands traités internationaux. Aujourd'hui encore, nombreux sont ceux qui, comme moi, plaident pour une Europe sociale, pour une Europe environnementale.

Si certains progrès vers l'harmonisation sont observés sur ces thèmes, quand il s'agit de la fiscalité, les choses bloquent chaque fois, ce qui permet de penser que ce sera le champ résiduaire des politiques de dumping d'un pays à l'autre. Pour attirer des entreprises et des activités économiques chez soi, ce sera toujours sur la concurrence fiscale qu'on jouera.

Encore que cette mesure, tout comme l'indexation des barèmes fiscaux, avait été décidée par le gouvernement précédent, le gouvernement actuel, dans la logique de la continuité du pouvoir, applique une décision qui avait été prise auparavant et qui aurait d'ailleurs pu être pire. En effet, à un moment donné, certaines propositions faites par l'administration elle-même et, semble-t-il, avec l'accord du cabinet, s'orientaient vers des dispositions totalement illégales. Réjouissons-nous donc malgré tout.

Cette mesure-ci aura au moins l'avantage d'être légale mais elle aura pour conséquence que quelques centaines de millions vont venir s'ajouter, par exemple, à la réduction de 2,5 milliards de TVA sur les fleurs coupées, mesure prise il y a quelques années déjà au nom de la compétitivité, et aux 50 milliards d'exonération fiscale prévus pour les centres de coordination.

Je ne partage donc pas du tout le point de vue des entreprises, groupements d'entreprises ou fédérations patronales qui se plaignent que la Belgique soit devenue un enfer fiscal.

Je vous fais confiance, monsieur Reynders, pour transmettre les questions que je souhaitais poser à M. Daems.

Même si les deux ou trois articles concernant La Poste n'ont pas été discutés dans notre commission, je voulais interroger le ministre Daems sur la nouvelle qui a défrayé la chronique ces derniers jours, à savoir la perte de 6 000 emplois à La Poste. Ce chiffre s'est retrouvé dans la presse sans que, d'après ses dires, l'administrateur général l'ait avancé lui-même. Je ne sais pas d'où sort ce chiffre. Il aurait peut-être été intéressant de connaître l'ordre de grandeur en pertes d'emplois.

Je m'étonnais d'entendre cette information alors que d'après ma propre expérience, celle de mes collègues et de nombreux citoyens, on ne peut pas dire que le service de La Poste soit spécialement performant pour l'instant. Nous connaissons beaucoup de problèmes dans la distribution du courrier, en retard ou mal distribué, faute de personnel, semble-t-il.

Jean-Pierre Viseur

Par ailleurs, il n'y a pas tellement longtemps, nous entendions ici des interpellations adressées au ministre compétent de l'ancien gouvernement à propos des congés payés du personnel de La Poste, où des centaines d'heures étaient à récupérer, tant et si bien que certains avaient presque une année de congés payés à prendre, ce qu'ils ne pourraient jamais faire parce qu'ils se retrouveraient à l'âge de la pension avant.

Dans ce contexte, il me semble pour le moins curieux que l'on diminue de 6 000 unités le personnel de La Poste.

J'aimerais que, dans sa réponse, le ministre puisse nous faire le topo de la situation.

Pour conclure, même si j'ai quelques critiques à formuler sur ce projet de loi, il est certain que nous le voterons parce que l'aspect positif représente 90% pour seulement 10% de regrets.

Mevrouw **Fientje Moerman** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, het voorliggend wetsontwerp voert het regeerakkoord uit met betrekking tot de gestage daling van de fiscale en parafiscale druk over de duur van de legislatuur. In de begroting 2000 zullen de totale fiscale en parafiscale ontvangsten dalen. Deze daling komt de belastingbetalers ten goede. Dankzij de maatregelen van het voorliggend ontwerp zullen ze 11,4 miljard frank uitsparen op de inkomsten van 1999 en 24,5 miljard frank op de inkomsten van 2000.

De VLD verheugt zich erover dat de regering niet alleen een strikt budgettair beleid wil voeren maar eveneens prioritaire aandacht besteedt aan de uitbouw van een actieve welvaartsstaat. Die actieve welvaartsstaat moet enerzijds voorkomen dat mensen uit de boot vallen en anderzijds, ervoor zorgen dat iedereen met een verzekering van een hoog niveau van sociale bescherming een creatieve bijdrage aan de samenleving kan leveren.

Omdat de regering deze doelstelling wil bereiken via een algemene lastenverlaging op arbeid en een voorzichtig budgettair beleid wil voeren, kan de verlanglijst inzake fiscale maatregelen van het regeerakkoord niet in een keer worden afgewerkt.

De VLD is bijzonder tevreden dat de regering onverwijld een aantal specifieke fiscale maatregelen neemt naast de noodzakelijke globale belastinghervorming die wordt aangekondigd voor de tweede helft van de regeerperiode.

Een eerste specifieke maatregel heeft betrekking op de volledige indexering van de belastingschalen. In het verleden heeft de VLD meermaals kritiek geuit op de desindexering van de belastingschalen. Ik wens de krachtlijnen ervan te herhalen.

De invoering van de indexering werd beslist onder liberale regeringsdeelname en werd voor het eerst toegepast in het aanslagjaar 1989 door de wet-Grootjans.

De wet houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen die werd goedgekeurd in uitvoering van de begroting 1993 schortte de indexering op. Men hield ons op dat ogenblik voor dat de opschorting slechts voor maximum 4 aanslagjaren zou gelden. Volmachtenbesluiten zorgden echter voor een verlenging van de desindexering voor de aanslagjaren 1998 en 1999.

De bevrozing van de indexering van de belastingschalen en haar cumulatief effect kostte de belastingbetaler sinds het aanslagjaar 1994 reeds meer dan 200 miljard frank. Bovendien zette de opschorting van de indexering de belastinghervorming van 1988 op de helling. Deze belastinghervorming was het resultaat van een jarenlange strijd om het principe van de indexering van de belastingschalen te erkennen in de belastingwetgeving.

De ongunstige effecten van inflatie op de belastingdruk bij niet-indexering van de belastingschalen zijn gekend. Door de inflatie worden al de belastingbetalers automatisch in hogere belastingschalen geduwd, zodat de niet-indexering in feite neerkomt op een meerjarenplan om de belastingdruk elk jaar te verhogen. Het tempo van de stijging is afhankelijk van het inflatietempo.

Een dergelijke maatregel heeft niet alleen budgettaire maar eveneens politieke implicaties. Ik ga eerst in op de budgettaire implicaties. De opbrengsten van de belastingverhogingen zijn onzeker omdat de toekomstige inflatie onzeker is. Ik kan niet begrijpen dat de vorige regering heeft gekozen voor een techniek van belastingheffing die de opbrengst op een zeer extreme manier afhankelijk maakt van het inflatietempo dat moeilijk beheersbaar is omdat het grotendeels in het buitenland wordt bepaald. De politieke implicatie heeft betrekking op het parlement. De Grondwet bepaalt dat het parlement over de belastingtarieven moet beslissen. Met een desindexering wordt het parlement buitenspel gezet. De techniek was echter heel aantrekkelijk. Men moest slechts een keer voor het parlement verschijnen om een belastingverhoging te verkrijgen.

Desindexering van belastingschalen heeft belangrijke gevolgen gehad voor het draagvlak van onze economie. Als in het buitenland een inflatoire schok optreedt, stijgt in ons land de belastingdruk. Dat wordt niet passief ondergaan. Een belangrijk deel ervan wordt afgewenteld in de vorm van hogere brutolonen.

Dit heeft tot gevolg dat de competitiviteit van de Belgische economie automatisch verslechtert.

De desindexering van de belastingschalen heeft ook een regressief karakter. De inflatie drukt de belastingbetalers in steeds hogere belastingschalen met hogere tarieven.

Jean-Pierre Viseur

Dit effect is het grootst voor de lagere en de midden-inkomens die de schaal van het maximumtarief nog niet hebben bereikt; de "gelukkigen" die er reeds zijn, kunnen immers niet in nog ongunstiger schalen terecht komen. Was de desindexering voldoende lang volgehouden, dan zou uiteindelijk iedereen in de hoogste belastingschalen zijn terechtgekomen. Dit houdt dan weer in dat naarmate de desindexering langer wordt aangehouden, de progressiviteit van het belastingsysteem daalt.

Vanaf de inkomsten voor het jaar 2000 zal de belastingplichtige de gevolgen van de herindexering van de belastingschalen via de bedrijfsvoorheffing voor een volledig jaar kunnen voelen. Door de herinvoering van een integrale herindexering zullen de belastingplichtigen minder belastingen betalen voor een bedrag van 8,4 miljard voor de inkomsten van 1999 en 17,5 miljard voor de inkomsten voor 2000. De VLD kan zich hierover enkel verheugen, maar hoopt dat de perverse effecten die het gevolg zijn van een jarenlange desindexering ter gelegenheid van een globale fiscale hervorming in hun totaliteit zullen worden bekeken en weggewerkt.

Een tweede maatregel is de geleidelijke afschaffing van de gehate crisisbijdrage of de belasting op de belasting die, begrijpelijkerwijs, kwaad bloed heeft gezet bij de belastingplichtigen, vooral bij de gepensioneerden. De VLD vindt het dan ook niet meer dan billijk dat de belastingbetaler als eerste de vruchten kan plukken van de zware inspanningen die hem tijdens de voorbije jaren werden opgelegd. Naar aanleiding van de begrotingscontrole van 1993 heeft de toenmalige regering beslist om een aanvullende crisisbelasting in te voeren in de vorm van 3 opcentiemen op alle inkomstenbelastingen. Aldus werd een inspanning gevraagd van de werknemers, de zelfstandigen, de beoefenaars van vrije beroepen en de vennootschappen; ook werden de inkomens uit vermogen aangesproken. Een deel van de opbrengst van de opcentiemen werd rechtstreeks doorgestuurd naar de sociale zekerheid van de werknemers en van de zelfstandigen. In de huidige stand van zaken kost deze bijdrage de belastingbetaler elk jaar meer dan 30 miljard frank. De regering stelt nu voor om conform de bepalingen van het regeerakkoord een aanvang te maken met de afschaffing van de crisisbelasting, te beginnen met de inkomsten voor het jaar 1999; in eerste instantie zou de maatregel gelden voor de natuurlijke personen met de laagste inkomens. Voor de inkomsten voor het jaar 1999 zou de crisisbijdrage tot 2% worden verminderd wanneer het gezamenlijk belastbaar inkomen niet hoger is dan 850 000 frank. Voor de inkomsten voor het jaar 2000 zal de crisisbijdrage worden verminderd tot 1% wanneer het gezamenlijk belastbaar inkomen dit bedrag niet overschrijdt en tot 2% wanneer het ligt tussen 850 000 en 1 250 000 frank. Nadien zal de regering, in het kader van het budgettair evenwicht voorstellen om de crisisbijdrage jaarlijks verder af te bouwen tot ze vanaf 2003 uiteindelijk

voor alle inkomensgroepen tot nul zal zijn teruggebracht. We rekenen erop dat dit zal geschieden. De geleidelijke afschaffing zal op kruissnelheid de fiscale last verlagen met een bedrag dat gelijk is aan de huidige kost, 30 miljard per jaar.

De VLD is tevreden dat de regering de stapsgewijze afschaffing van de crisisbelasting aankondigt. Wel hadden we graag gezien dat de afbouw sneller zou worden uitgevoerd. We hebben echter begrip voor de budgettaire krijtlijnen van het beleid.

In het regeerakkoord werd ook een verbetering van de belastingvoordelen voor kinderen in het vooruitzicht gesteld. In het voorliggend wetsontwerp wordt de basisverhoging van het belastingvrij minimum opgetrokken van 13 000 naar 16 000 frank geïndexeerd. Verder wordt aangekondigd dat bij koninklijk besluit het plafond van 345 frank aftrek per opvangdag per kind vanaf 2000 tot 450 frank zal worden opgetrokken. Het werkelijk maximale bedrag dat momenteel moet worden betaald voor kinderopvang in het kader van een erkend kinderopvangsinitiatief bedraagt 623 frank. Deze maatregel komt dan ook geen dag te vroeg. De twee maatregelen samen brengen een belastingvermindering van ongeveer 1 miljard frank voor de inkomsten voor 1999 met zich.

De VLD verheugt zich over deze beide initiatieven. We zullen echter zelf nog enkele initiatieven nemen om de fiscale aftrekbaarheid van de kosten verbonden aan alle mogelijke vormen van kinderopvang te verhogen. Kinderopvang, ook van kinderen ouder dan drie jaar, moet worden beschouwd als een beroepskost en de aftrekbaarheid ervan moet ook in die termen worden bekeken. Men mag zich daarbij mijns inziens niet beperken tot de koppeling van de aftrekbaarheid aan erkende opvanginitiatieven, omdat deze nu immers weinig oplossingen bieden voor ouders met onregelmatige of lange werkuren of voor ouders die in een ploegenstelsel werken. We zullen er alvast op toezien dat hieraan in het kader van de globale fiscale hervorming de nodige aandacht wordt besteed.

Inzake de vermindering van de BTW-tarieven voor bepaalde arbeidsintensieve diensten vooropgesteld in uitvoering van een Europese richtlijn terzake, koos de regering ervoor om dit verlaagd BTW-tarief in België toe te passen op herstellingswerken aan fietsen, schoenen en kleren en herstellings- en renovatiewerken die betrekking hebben op gebouwen tussen vijf en vijftien jaar oud. De VLD vindt het positief dat de regering op de mogelijkheid om een aantal arbeidsintensieve diensten aan het verlaagde BTW-tarief te onderwerpen, heeft ingespeeld. Er kon natuurlijk worden verwacht dat bepaalde sectoren misnoegd zouden zijn omdat zij voor deze gunstmaatregel niet in aanmerking komen. Het betreft hoofdzakelijk de horecasector en de sector van de kappers.

Jean-Pierre Viseur

De Europese ministers van Financiën hebben immers heel wat tijd besteed aan het verzoek van Portugal om ook de restaurants een verlaagd BTW-tarief toe te kennen. Portugal verlaagde in 1996 het BTW-tarief voor restaurants van 17 naar 12%, wat onwettig was. De EU-wetgeving bepaalt immers dat enkel verlaagde BTW-tarieven die in 1992 van kracht waren, kunnen blijven bestaan. Uiteindelijk nam men er vrede mee dat het Portugese gunstregime voor restaurants kan blijven bestaan zonder dat echter de horeca aan de lijst met verlaagde tarieven werd toegevoegd. De VLD hoopt toch dat er ter compensatie bepaalde maatregelen zullen worden genomen ten voordele van de sectoren die geen BTW-verlaging kunnen genieten. Deze verlaging betekent weer een fiscale minderopbrengst, dus voordeel voor de belastingbetaler, van twee miljard frank.

De regering stelt ook voor om de werkgevers in de bagger- en koopvaardijsector vrij te stellen van de verplichting om de ingehouden bedrijfsvoorheffing aan de staatskas door te storten. Deze maatregel zal bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit naar de scheepvaart kunnen worden uitgebreid. Het gaat om maatregelen die mogelijk zijn in uitvoering van een communautaire, in deze context Europese, richtlijn betreffende de overheidssteun in het zeevervoer. Deze laten de lidstaten van de Unie toe om in afwijking van de algemene reglementering inzake overheidssteun overheidsmiddelen ter beschikking te stellen ten einde het concurrentievermogen van de zeevaartsector te verhogen.

De VLD meent dat de voorgestelde maatregel cruciaal is om het concurrentievermogen in de sector te behouden. De mogelijke uitbreiding tot de sleepvaart, die er kwam op onder meer liberaal initiatief, is bovendien essentieel voor de Belgische sleepvaartsector die in België toch nog goed is voor meer dan 600 werknemers en die in onze economie een sleutelfunctie vervult.

Samengevat denken wij dat de voorgestelde maatregelen uit deze fiscale programmawet een goede aanzet vormen voor de integrale uitvoering van het regeerakkoord op dit vlak, waarop wij waakzaam zullen toezien.

Regeling van de werkzaamheden

Ordre des travaux

De heer **Jo Vandeurzen** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, in de commissie voor de Justitie heeft de minister van Justitie zo-even een amendement ingediend om bepaalde artikelen in de wet op de naturalisaties te schrappen, verwijzend naar het feit dat deze vandaag in plenaire vergadering worden besproken.

Dit stelt ons voor een groot probleem. Wij zijn in de commissie voor de Justitie gewapend om over de kosteloosheid van de nationaliteitsverwerving een debat te voeren. De minister kondigt aan dat hij dit debat daar niet zal laten plaatsvinden. Omdat dit aspect in de fiscale programmawet is opgenomen, is hij van oordeel dat het debat vandaag in plenaire vergadering kan plaatshebben. Volgens het Reglement van de Kamer moeten de commissieleden de kans krijgen om aan het debat in plenaire vergadering deel te nemen. Ik vraag dus de werkzaamheden zodanig te organiseren dat wij de kans krijgen onze mening hierover in plenaire vergadering te kennen te geven.

Wij bespreken thans de fiscale programmawet. Deze gang van zaken schept een belangrijk precedent. In de commissie voor de Justitie wordt een wet besproken die door de regering wordt geamendeerd en waarvan de bespreking op hetzelfde ogenblik in de plenaire vergadering plaatsvindt.

De **voorzitter** : Mijnheer Vandeurzen, wij bespreken thans een wetsontwerp. Amendementen van leden of van de regering kunnen in de plenaire vergadering worden ingediend. Een van de amendementen heeft betrekking op het kosteloos zijn van sommige akten. Ik wist niet dat dit onderwerp zou worden behandeld in een commissievergadering die op dit ogenblik plaatsvindt.

De heer **Jo Vandeurzen** (CVP) : Dat wisten wij evenmin.

De **voorzitter** : Indien mogelijk wil ik dit debat deze voormiddag afronden. Er kan eventueel nog een bespreking volgen van de artikelen van het wetsontwerp ten einde de leden de kans te geven hun visie uiteen te zetten. De leden kunnen eveneens het woord vragen om hun amendementen te verdedigen. Ik kan echter onmogelijk weten wat hic et nunc in de commissie voor de Justitie wordt besproken.

De heer **Alfons Borginon** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, ik heb de indruk dat men nog niet ten volle beseft dat dezelfde tekst twee keer werd voorgesteld, namelijk in de fiscale programmawet en in het ontwerp tot wijziging van het wetboek van Belgische Nationaliteit. Op de laatste vergadering van de commissie voor de Financiën was het nog steeds niet duidelijk wie deze materie zou behandelen. Uiteindelijk werd ze in de commissie voor de Financiën behandeld. De leden van de commissie voor de Justitie, die zich normaal gezien niet bezighouden met fiscale aangelegenheden, hebben deze tekst eveneens voorbereid, maar worden nu met een kluitje in het riet gestuurd.

M. **Daniel Bacquelaine** (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, un amendement du gouvernement au projet sur la nationalité vise à supprimer les articles 13, 14 et 15. Il supprime donc le double emploi éventuel.

M. Didier Reynders, ministre : Des dispositions presque identiques ont été reprises dans deux projets différents. Presque identiques parce que, en commission, j'ai complété le projet fiscal par une suppression, non seulement du droit d'enregistrement, mais également du droit de timbre. Ce texte a été débattu longuement en commission des Finances. Il s'agissait de supprimer des droits d'enregistrement et de timbre dans des procédures de naturalisation et nous avons le choix entre la commission des Finances et celle de la Justice.

Le rapport de ces débats est présenté aujourd'hui en séance plénière. Le débat peut se poursuivre. Si des membres de la commission de la Justice souhaitent s'exprimer sur le sujet, ils sont les bienvenus. Mais il me paraît opportun que le ministre de la Justice retire du texte sur les naturalisations des dispositions qui vont être adoptées dans les prochains jours dans le cadre de la loi-programme fiscale.

Le **président** : Une seule loi suffit sur une même matière.

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur le président, même s'il s'agit d'une diminution d'impôts, je ne demande pas qu'on la vote deux fois.

Wetsontwerp (voortzetting)

Projet de loi (continuation)

Wij hervatten de algemene bespreking.

Nous reprenons la discussion générale.

De heer **Hagen Goyvaerts** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, vandaag bespreken wij het wetsontwerp houdende fiscale en diverse bepalingen.

Het Vlaams Blok is in zekere zin verheugd over het feit dat de regering inspanningen wil leveren om de fiscale en parafiscale druk te verlagen. De huidige en de toekomstige economische expansie van dit land wordt momenteel belemmerd door een te hoge fiscale en parafiscale druk. Dit heeft tot gevolg dat het grootste gedeelte van de loonkosten ten laste is van de werkgever en dat een Belgische werknemer relatief gezien een kleiner netto-loon ontvangt dan de werknemers van de omliggende landen waarmee wij handel drijven. Inzake belastingdruk staat België op de vierde plaats op de lijst van de OESO-landen. Van elke 100 frank die een Belg verdient, moet hij 56 frank onmiddellijk afstaan aan de Staat en 10 tot 15 frank in de vorm van BTW, accijnzen en registratierechten.

Ik heb enkele opmerkingen bij concrete facetten van dit ontwerp. Het ontwerp bevat enkele losstaande fiscale maatregelen, die de regering moeten toelaten nog vóór het einde van het jaar haar fiscale populariteit te verhogen. Dit is natuurlijk mooi meegenomen in tijden dat de kerstman zijn ronde doet.

In het kader van de verlaging van de fiscale druk steunen wij de maatregel van de minister om de belastingschalen, na een onderbreking sinds 1992, opnieuw te indexeren. De heer Pieters heeft erop gewezen dat deze maatregel in zekere zin een uitvloeisel is van een beslissing van de vorige regering. De cijfers hebben aangetoond dat dit perverse mechanisme om de belastingschalen niet te indexeren, de belastingbetaler sinds 1994 ongeveer 200 miljard meer heeft gekost, vooral via de belastingbijdragen uit Vlaanderen. Ik noem dit een pervers mechanisme omdat de man in de straat, noch het parlement destijds inspraak hadden. De minister zal zich dit wellicht nog herinneren ingevolge zijn verzoek aan de toenmalige minister van Financiën, de heer Viseur.

In principe zijn wij het eens met de geleidelijke afschaffing van de crisisbijdrage. De manier waarop dit gebeurt, kan echter worden verbeterd. De vermindering van de crisisbelasting voor sommige inkomenscategorieën is in strijd met de belofte van de regering om via de fiscale hervorming een fiscale vereenvoudiging te realiseren. Bovendien is deze werkwijze weinig transparant.

De crisisbelasting werd in het verleden steeds geheven op het gezamenlijke belastbare inkomen. Het afschaffen van de crisisbelasting via de voorgestelde inkomenscategorieën is nadelig voor gehuwden in vergelijking met samenwonenden. Aangezien hun gezamenlijk belastbaar inkomen hoger is, kunnen de gehuwden pas op een later tijdstip genieten van het voordeel van het wegvallen van de crisisbelasting. Volgens de voorgestelde maxima zijn de samenwonenden in enkele jaren verlost van hun crisisbijdrage terwijl de gehuwden slechts kunnen genieten van een korting van 1% op de crisisbijdrage. In plaats van vanaf de aanvang iets te doen aan de fiscale discriminatie van de gehuwden, gaat de regering de discriminatie nog vergroten. Wij weten ook wel dat u een fiscale hervorming aankondigt voor oktober 2000, maar als de gehuwden daarbij op dezelfde manier worden behandeld, voorspelt dit weinig goeds.

Met betrekking tot de BTW-verlaging voor arbeidsintensieve diensten. Het Vlaams Blok kan deze maatregel steunen. Bovendien werd door het Vlaams Blok een wetsvoorstel ingediend voor het verlagen van de BTW van 21% tot 6% voor de renovatie van gebouwen. Deze BTW-verlaging is van toepassing op zowel de materialen als de arbeidsuren. Het huidige wetsontwerp beperkt zich echter tot de materialen. Nieuwbouw blijft echter, in tegenstelling tot de categorie renovatie en herstelling, uitgesloten van het verlaagde BTW-tarief. Wij kunnen dit

Didier Reynders

alleen betreuren, zeker omdat deze sector een toenevend aantal faillissementen kent. De maatregel wordt ingevoerd voor het renoveren van woningen die minstens vijf jaar oud zijn. In het kader van de arbeidsstimulerende maatregelen voor de bouwsector, het wegwerken van zwartwerk en fraude en de bevordering van de terugkeer van gezinnen naar de stadscentra is deze maatregel een goede stimulans, zeker als men weet dat tussen 1984 en 1993 ongeveer 400 000 woningen werden gebouwd.

Aangaande de verhoogde fiscale aftrek voor de kinderopvang. Deze maatregel vormt een kleine aanzet om kinderopvang fiscaal aantrekkelijker te maken. Wij zijn echter van mening dat de problematiek van de kinderopvang in een breder kader moet worden bekeken. Men mag ons niet verkeerd begrijpen. Het Vlaams Blok is voorstander van degelijke, betaalbare en kwaliteitsvolle kinderopvang. Wij zijn echter van mening dat het de plicht is van de overheid om de gezinskeuze te ondersteunen. In de visie van het Vlaams Blok moeten de ouders de keuze hebben om zelf te zorgen voor de opvang en opvoeding van hun kinderen of om deze taken gedeeltelijk aan opvangcentra toe te vertrouwen. Waar dit wetsontwerp een verbeterde fiscale regeling voor de aftrek van uitgaven voor kinderopvang voorziet, wordt de financiële ongelijkberechting van ouders die bewust kiezen voor het zelf opvoeden van hun kinderen versterkt, om niet van een fiscale discriminatie te spreken. Wij zijn dan ook van oordeel dat de regering, naast de middelen die ze besteedt aan de kinderopvang door derden, evengoed de ouders kan vergoeden die zelf werk maken van de opvang van hun kroost. Bijgevolg moet de regering ook werk maken van het invoeren van een opvoedersloon in de vorm van het statuut van thuiswerkende ouder. Tevens wens ik erop te wijzen dat de voorgestelde fiscale maatregel beperkt is vermits hij slechts van toepassing is op kinderen tot drie jaar. Het is alsof het probleem van de kinderopvang verdwijnt na het doorlopen van de peuterschool. Ook het optrekken van de fiscale aftrek van 10 000 tot 13 000 frank vormt geen echte breuk met het verleden en is bijgevolg onvoldoende als fiscale stimulans.

Ten vijfde ga ik even in op de scheepvaartsector. De omliggende landen maken wel gebruik van een Europese maatregel om een aantal maatregelen te nemen teneinde de concurrentie in de scheepvaartsector te verbeteren door het verlagen van de arbeidskost. Het betreft met name een vrijstelling met betrekking tot het doorstorten van de bedrijfsvoorheffing van werknemers van ondernemingen die onder Europese vlag varen. Deze regeling is van toepassing op de bagger- en koopvaardijsector en werd bij koninklijk besluit uitgebreid tot de sleepdiensten. Vanwege het economisch belang van de scheepvaartsector voor de Vlaamse havens en voor het behoud van de weinige ondernemingen die nog onder eigen vlag varen, kan deze maatregel op de steun van het Vlaams Blok rekenen.

Wat de kosteloosheid van de naturalisatieprocedure betreft, in het kader van het wetsontwerp met betrekking tot de naturalisatie zoals dit vandaag wordt besproken in de commissie voor de Justitie, blijven we verbaasd staan over de vastberadenheid van deze regering om alles wat met naturalisaties te maken heeft op een onvoorstelbare snelheid af te handelen. Zo ook blijkbaar met het afschaffen van de 6 000 frank dossierkosten voor het aanvragen van de naturalisatie.

We durven vermoeden dat de liberale fractie deze hele zaak van de naturalisaties er zo snel mogelijk wil doorjagen in de hoop dat de publieke opinie dit zo snel mogelijk zou vergeten.

We zijn de mening toegedaan dat met de afschaffing van de registratierechten stilaan alle vereisten voor de integratiewil van een vreemdeling die het Belgisch staatsburgerschap wenst aan te nemen, vervallen.

Tot slot verlenen we onze steun aan het principe van bepaalde fiscale maatregelen, zoals zij in dit wetsontwerp worden voorgesteld. De invulling en de uitwerking van een aantal maatregelen zijn echter voor verbetering vatbaar, zeker wat de doelgroep van de gezinnen betreft. Deze maatregelen gaan voor ons niet ver genoeg en geven ons bijgevolg geen voldoening.

De **voorzitter** : Collega's, de commissie voor de Justitie zal haar werkzaamheden opschorten om haar leden, die het wensen, in staat te stellen te reageren op wat hier wordt behandeld, vu l'amendement que M. Bacquelaine a rappelé ici. Ik vind dit maar een correcte wijze van handelen. Er zullen dus wellicht nog andere sprekers aan de sprekerslijst worden toegevoegd.

D'autre part, M. Viseur, j'ai demandé à M. le ministre Daems, qui aurait dû vous interrompre pour répondre à vos questions, de le faire rapidement maintenant parce que vous avez fait une observation à propos de La Poste.

M. Rik Daems, ministre : Monsieur le président, chers collègues, en ce qui concerne la Poste, on a demandé d'où venait ce chiffre de 6 000 employés. Je me le demande aussi. "L'Echo" s'est apparemment trompé. En effet, pour Belgacom, les chiffres étaient de 6 000 personnes ayant quitté l'entreprise et 6 000 autres ayant été reclassées selon un programme de réembauche. Je crains que le journaliste se soit trompé et ait indiqué en titre que le nombre de personnes occupées à La Poste était passé de 40 000 à 34 000. Le chiffre de 6 000 emplois ne vient ni du ministère, ni de La Poste, ni de Mac Kenzie pour la simple raison que l'étude de ce bureau est en cours.

Cela démontre à nouveau la force des médias. A cause d'une erreur dans la presse, les parlementaires francophones se posent de nombreuses questions. Le journa-

voorzitter

liste de l'Echo a demandé à M. Bastien s'il s'agissait de centaines de personnes et ce dernier a répondu que ce serait plutôt des milliers. Cela a été pris par erreur pour un scénario Belgacom.

Nous ne pouvons pas donner un ordre de grandeur pour la bonne raison que le plan social vient d'être mis à l'étude et je n'en connaîtrai les conclusions qu'en janvier ou en février. Les implications sur le personnel dépendront de la façon dont le business plan sera exécuté.

Je ne peux malheureusement pas vous donner plus d'explications en ce qui concerne les répercussions sur le personnel. J'ajoute toutefois que je déplore qu'un élément dont personne n'est encore sûr aujourd'hui ait pris une telle envergure.

M. Jean-Pierre Viseur (AGALEV-ECOLO) : Monsieur le président, monsieur le ministre, j'avais aussi posé une question concernant l'arriéré de congés payés. Je suis surpris qu'on pense à diminuer le nombre de personnes occupées alors que par ailleurs, on n'arrive pas à donner au personnel les congés payés auxquels il a droit. Pouvez-vous me fournir des informations à ce sujet ?

M. Rik Daems, ministre : Nous essayons de voir quelles sont les raisons de cet arriéré de congés payés. Une des raisons est que le travail du samedi a repris. Par ailleurs, il y a un problème d'absentéisme. On ne peut pas déduire du nombre de jour de congé à prendre qu'il y ait trop ou trop peu de personnel.

M. Maurice Dehu (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, nous sommes amenés à voter la loi portant des dispositions fiscales et diverses.

Au nom du Parti socialiste, je tiens à vous faire part de ma satisfaction en cette matière. En effet, la déclaration gouvernementale prévoit une baisse continue de la pression fiscale et parafiscale tout au long de la législature.

Avec les partenaires de la majorité, mon parti ne peut qu'encourager le ministre des Finances à présenter, dans le prochains mois, un projet de réforme de l'impôt des personnes physiques qui sera favorable aux contribuables.

Dès à présent, nous pouvons nous réjouir des effets immédiats de certaines mesures.

En tant que socialiste, je suis fier que les nouvelles dispositions soient favorables aux bas revenus. Je citerai notamment trois mesures.

1. Les barèmes fiscaux sont réindexés. Nous concrétisons ainsi nos promesses.

2. La contribution complémentaire de crise sera supprimée. Pour des raisons budgétaires, cette suppression sera progressive. Compte tenu de cet élément, la réduction s'opérera, en 1999, en premier lieu en faveur des personnes ayant les revenus et les pensions les plus bas.

3. La présente loi vise à assurer la gratuité de la procédure de naturalisation. Mon parti s'en réjouit.

Le citoyen va ainsi bénéficier immédiatement d'une diminution des ses impôts. Et ce sont ceux qui ont des revenus les moins élevés qui bénéficieront en premier lieu de ces mesures.

Avec mon parti, je reste attentif au projet de réforme fiscal du gouvernement qui veut diminuer la charge sur les revenus du travail et encourager ainsi la création d'emplois.

Beaucoup de choses restent à faire, mais nous devons tenir compte des limites que nous rencontrons sur le plan budgétaire.

Cette loi reste évidemment un compromis mais il faut souligner qu'elle n'instaure aucune charge fiscale supplémentaire, bien au contraire.

En outre, je le répète, les mesures sont favorables aux revenus les plus bas ainsi qu'aux pensions.

De heer **Yves Leterme (CVP) :** Mijnheer Dehu, in uw betoog hebt u terecht verwezen naar een aantal budgettaire limieten. Ik vestig er de aandacht op dat sommige passages in de memorie van toelichting bijna op een verkiezingspamflet lijken. Ik bedoel meer bepaald waar wordt gesproken over een geleidelijke gehele afschaffing van de crisisbelasting, terwijl het dispositief zich beperkt tot een heel kleine operatie voor de twee komende jaren.

Mijnheer Dehu, daarstraks hebt u gezegd dat men moet rekening houden met de budgettaire beperkingen. Betekent dit dat u voorbehoud maakt ten aanzien van de volledige afschaffing, meer bepaald ten aanzien van de volgende fase ? Dit is de zwaarste fase. Wanneer ze volledig zal zijn gerealiseerd, zal ze leiden tot een kostprijs op kruissnelheid van 30 miljard Belgische frank.

M. Maurice Dehu (PS) : Je voudrais simplement dire que ce point a été discuté en commission.

Il est clair que les réductions en matière de fiscalité ont des limites.

A partir du moment où on freine les rentrées, un choix doit être fait. Ce qui est le cas.

Maurice Dehu

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Dit bevestigt wat wij in de commissie reeds hebben gezegd : minstens een aantal fracties in de regering maakt voorbehoud bij de volledige afschaffing van de crisisbelasting. Mijnheer de minister, wij stellen hier opnieuw vast dat dit minstens vanuit de PS het geval is.

M. **Maurice Dehu** (PS) : Je voudrais terminer mon intervention en disant que le parti socialiste soutient la proposition du gouvernement.

De heer **Jef Tavernier** (AGALEV-ECOLO) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, mijn excuses voor mijn gedeeltelijke afwezigheid tijdens het debat. Ik was even aanwezig in de commissie voor de Justitie omdat daar een zeer interessante discussie werd gevoerd over onder andere procedures, maar ook over artikelen die betrekking hebben op dit wetsontwerp. Het was toch wel belangrijk ook even te zeggen wat er in de commissie voor de Financiën was gezegd over de kosteloosheid van de verschillende procedures in verband met de naturalisatie.

Wij worden hier geconfronteerd met een beperkt, klaar en duidelijk wetsontwerp inzake fiscale bepalingen. Het is goed dat dit beperkt is. Wij mogen inderdaad niet in het euvel vervallen dat een fiscale programmawet een vuilnisbakwet zou zijn, waarin van alles en nog wat wordt gestopt. Wij moeten de onderwerpen beperken. Ook inzake financiële gevolgen en inzake financiële fiscale hervorming is dit beperkt. Op dit ogenblik is dat een goede zaak. Ik zeg dit op dit ogenblik, omdat een aantal hervormingen werden aangekondigd. Als wij ten gronde gaan discussiëren over een hervorming van de fiscaliteit, moet daaraan voor mij wel enig denkwerk en enige discussie voorafgaan. Ik steun ten volle het denkpatroon van de regering en van de minister, volgens hetwelk een nota wordt voorbereid over een grondige hervorming van de fiscaliteit, welke dan zal worden gepresenteerd in het najaar 2000. In het najaar van 2000 kan daarover worden gediscussieerd en de nodige wetgevende initiatieven zullen dan worden genomen in de loop van 2001. Dat is een goede manier van werken en het sluit geenszins uit dat wij terzelfder tijd reeds enige aanzetten kunnen geven, mogelijk symbolisch, om aan te tonen welke richting wij uit willen. Op dat vlak lijkt de regering mij geslaagd te zijn met dit ontwerp.

Een eerste belangrijk punt is de herinvoering van de indexering van de belastingschalen. Ik laat mij niet uit over het vaderschap van deze herindexering. Dit mag een punt van discussie blijven tussen de huidige en de vorige minister van Financiën. De principiële beslissing was inderdaad genomen en nu wordt zij uitgevoerd. Dat is een goede zaak. Een bijkomend element is de afschaffing van de crisisbelasting. Geen probleem. Belangrijker voor de richting van de fiscale hervorming is de BTW-verlaging op arbeidsintensieve diensten. Zo geeft deze

regering haar wil te kennen om arbeid goedkoper te maken. Dat kan gebeuren via elementen van fiscaliteit en van sociale zekerheid, maar het kan ook via BTW-verlagingen. Het is beperkt, het is een aanzet, maar voor mij is het ook een duidelijk teken dat wij hier verder werk van willen maken. Ik vraag de minister dan ook om voor de hele hervorming inzake herinschaling van BTW-tarieven ons zowel de nodige studies en vooruitzichten te bezorgen over macro-economische als micro-economische gevolgen van BTW-verlagingen.

Men heeft nu eenmaal de techniek ontwikkeld van wat men noemt microsimulaties in verband met de wijziging van de BTW-tarieven, waardoor men kan berekenen wat de gevolgen ervan zijn voor de verschillende categorieën van verbruikers. Als wij een BTW-tarief verlagen of verhogen, moeten wij weten welke inkomenscategorieën er baat zullen bij hebben en welke niet. Zo kunnen wij de sociale gevolgen inschatten, maar dit kan men maar doen als men voldoende tijd krijgt om een dergelijke hervorming voor te bereiden.

Een ander belangrijk punt is de aftrekbaarheid van de kosten voor kinderopvang. Ik herinner aan wat ik reeds in de commissie heb gezegd. Als we bepaalde fiscale tegemoetkomingen willen doen, moeten wij dat niet alleen doen in de vorm van fiscale aftrekken, waarbij alleen personen met een bepaald inkomen baat hebben. Ze moeten iedereen ten goede komen, ook de lage inkomens. In deze maatregel zit dat aspect nog niet verwerkt, maar ik ben ervan overtuigd dat er in de toekomst rekening mee gehouden zal worden.

U weet, mijnheer de minister, dat wij nog altijd wat problemen hebben in verband met de steunmaatregel ten gunste van de maritieme sector, niet omdat wij het de maritieme sector niet gunnen, maar omdat wij denken dat wij terzake het algemeen principe moeten volgen. Wij moeten ons ernstig afvragen of wij in de internationale concurrentie verder willen gaan, waar men de globale belastingbasis laat wegeroderen, wat als gevolg heeft dat degenen die niet door de maatregel begunstigd worden, meer belastingen moeten betalen. In het KMO-land dat België toch is, moeten wij bekommerd zijn om het effect op alle ondernemingen en dat zijn zeer veel kleine en middelgrote ondernemingen.

Ik wens nog in te gaan op het punt 5, meer bepaald de kosteloosheid van de naturalisatieprocedure. In aanwezigheid van de voorzitter van de commissie voor de Justitie en de minister van Justitie wens ik erop te wijzen dat die artikelen heel duidelijk figureerden in het ontwerp van programmawet. Over dit onderwerp werd een uiteenzetting gehouden door de minister van Financiën, die terzake naar het regeerakkoord heeft verwezen. Ik stel vast dat in de commissie geen fundamentele bezwaren werden geuit tegen de kosteloosheid. Er was wel een terechte opmerking van de heer Borginon, waarbij hij

Maurice Dehu

erop wees dat voor andere procedures nog altijd moet worden betaald. Hij vroeg zich dan ook af of men er niet moet aan denken ook andere procedures, die in een rechtstaat normaal zijn, kosteloos te laten verlopen. De enige echte opmerking was er dus op gericht de kosteloosheid nog uit te breiden.

De heer **Alfons Borginon** (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, als de heer Tavernier mij citeert, zou ik graag hebben dat hij dat correct doet.

Mijnheer Tavernier, de reden van mijn interventie was erop te wijzen dat dit helemaal geen voorstel was dat was ingegeven door een bepaalde grotere globale visie, maar dat het was bedoeld om u plezier te doen en dat men het dan ook als dusdanig zou omschrijven.

De heer **Jef Tavernier** (AGALEV-ECOLO) : Mijnheer Borginon, u zegt dat deze maatregel wordt voorgesteld om mij plezier te doen. Moet ik dat letterlijk opnemen ? Naar mijn mening past deze maatregel in het kader van een globale, betere verhouding tussen overheid en burger. Een aantal normale procedures moet zoveel als mogelijk kosteloos worden gemaakt. Als dat kan gelden voor naturalisatieaanvragen is dat een goede zaak. Als dat in de toekomst voor andere procedures kan worden ingevoerd, is ook dat een goede zaak.

Omwille van de beperktheid en tegelijkertijd de duidelijkheid van dit wetsontwerp, zal Agalev-Ecolo het steunen.

M. **Eric van Weddingen** (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, je voudrais tout d'abord féliciter le ministre des Finances.

Un projet, de surcroît le premier, d'un ministre des Finances, adopté en commission sans une seule voix contre, c'est tout de même assez rare. Qui aurait pu imaginer, il y a de cela seulement quelques mois, qu'une loi portant des dispositions fiscales et diverses - de sinistre mémoire - soit adoptée en commission sans que personne ne s'y oppose ? Pour un coup d'essai, c'est un coup de maître, monsieur le ministre.

Il faut dire que votre projet a de quoi séduire. En effet, d'abord par la célérité avec laquelle il commence à mettre en oeuvre ce chapitre essentiel de la communication gouvernementale qui prévoit, tout au long de la législature, une réduction de la pression fiscale. Il est tellement rapide qu'il rétroagit, mais uniquement dans des mesures favorables aux contribuables; d'ailleurs, il n'en contient pas de défavorables. Il rétroagit puisqu'il réduira la pression fiscale sur des revenus perçus six mois avant que le gouvernement ne soit en fonction.

Je me souviens que la rétroactivité des lois fiscales n'est pas une nouveauté. Cependant, elle est ici bien différente : avant, elle faisait rétroagir des mesures défavo-

rables aux contribuables. Tous les experts en la matière sont unanimes pour admettre que c'est un des défauts qui ont empoisonné la législation fiscale et la vie du contribuable.

D'ailleurs, lors de la discussion de la déclaration gouvernementale, je vous avais posé la question de savoir si, pour les mesures fiscales annoncées, vous visiez l'année 2000 ou l'exercice 2000; ce n'était pas évident. Je peux vous le dire maintenant : je n'avais pas obtenu de réponse. Ainsi, fort de mon expérience du passé, je m'étais fait à l'idée que ce ne serait certainement pas pour l'exercice 2000 mais pour les revenus 2000.

Monsieur le ministre, c'est donc mieux que ce que vous aviez promis. Il s'agit là d'un précédent : vous êtes un des premiers ministres des Finances qui fait plus qu'il ne promet.

Indexation des barèmes : M. Dirk Pieters en a parlé et je vois M. Leterme déjà bien excité à l'idée que l'on en parle. Il est vrai qu'il n'est pas nécessaire de prendre une disposition législative concrète pour que les barèmes de l'IPP soient indexés. Le Conseil d'Etat l'a évoqué; M. Pieters a surenchéri en commission, tout comme M. Leterme.

L'élément important et intéressant est de savoir pourquoi il en est ainsi. En 1985, un ministre libéral, M. Grootjans, a introduit enfin le principe de l'indexation des barèmes, principe que les gouvernements suivants n'ont jamais osé supprimer. Ils ont agi de manière détournée en suspendant les effets de l'indexation, sans jamais abolir la loi Grootjans, qu'ils ont d'ailleurs confirmée dans la loi de réforme de 1988. Ils l'ont fait à plusieurs reprises, avec des effets actifs jusque quelques mois avant les élections.

Compte tenu de cette expérience de dix ans, le seul fait de ne pas prendre de mesures suspensives à la loi Grootjans constitue en soi une mesure fiscale positive. De même que constitue une mesure fiscale le fait d'intégrer les effets complets de l'indexation des barèmes dans le barème du précompte professionnel pour la totalité de l'année 2000. Il était non seulement normal mais, à mon avis, même nécessaire pour rassurer les citoyens que le ministre des Finances confirme cette mesure dans l'exposé des motifs du projet.

Le retour à l'indexation intégrale du barème de l'IPP peut paraître à certains une mesure anodine. D'ailleurs, bien souvent, le grand public ne la comprend pas; souvent, il confond même l'indexation du barème et l'indexation de l'impôt. Pourquoi l'indexation des barèmes permettra-t-elle à son impôt de ne pas augmenter ?

Et c'est d'ailleurs, à mon avis, en grande partie à cause de cette herméticité que l'on a osé suspendre cette mesure aussi longtemps. Mais elle est en réalité tout à

Eric van Weddingen

fait fondamentale. C'est une mesure d'équité fiscale élémentaire. Donnons-en un exemple. Sans elle, c'est l'indexation des salaires - à laquelle tout le monde est attaché - qui est annihilée, ou en tout cas diminuée de moitié ! D'ailleurs, les chiffres parlent d'eux-mêmes. La suspension de l'indexation des barèmes depuis 1994 a coûté aux contribuables belges 205 milliards. Et inversement, son rétablissement allégera la charge fiscale des personnes physiques de 8,4 milliards - ce sont les chiffres du ministre qui figurent dans le rapport - pour les revenus de 1999, et de 17,5 milliards pour les revenus de 2000. De plus, cette mesure ayant un effet cumulatif, les effets vont en s'accroissant chaque année.

Le deuxième point concerne la suppression de la contribution complémentaire de crise. La contribution complémentaire, on l'a déjà dit, est un impôt sur un impôt, une solution de facilité, un très mauvais impôt. Et cet impôt est beaucoup plus lourd qu'il n'y paraît puisqu'entre 1994 et 1999, il a coûté aux contribuables pas moins de 173 milliards, et il représente encore actuellement une trentaine de milliards par an. La décision de l'abroger est évidemment excellente.

C'est l'exposé des motifs qui nous confirme que la suppression...

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, al een tijdje trachtte ik op decante wijze u erop attent te maken dat ik wou interveniëren, maar blijkbaar moesten er dringende afspraken worden gemaakt binnen de coalitie en dat verhinderde u mij het woord te verlenen.

De **voorzitter** : Nee, mijnheer Leterme, de heer Vandeurzen verzocht om tot overeenstemming te komen wat Justitie betreft en u zult merken dat wij op zijn verzoek ingingen.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Uiteraard, mijnheer de voorzitter, moeten hic et nunc inspanningen worden geleverd om tot overeenstemming te komen en ik neem u uw pogingen om dit te bereiken zeker niet kwalijk.

Ik wou de heer van Weddingen daarnet onderbreken toen hij het had over de reeds besliste herindexering van de belastingschalen.

Net zoals de minister van Financiën trouwens, is de heer van Weddingen hardleers, in de zin dat volgens een wet inzake pedagogie, men een les vaak moet herhalen alvorens kinderen - en ook volwassenen - de les onthouden. Daarom herhaal ik dat de herindexering van de belastingschalen door de vorige regering was beslist. Dit ontwerp voorziet in geen enkele beslissing daaromtrent.

Ik begrijp waarom de heer van Weddingen uitvoerig op deze materie terugkomt; op die wijze kan hij verbergen dat het ontwerp voor het overige niet veel fiscale gunstmaatregelen inhoudt. Rekening houdend met de budgettaire weerslag is het vrij marginaal.

Ik neem er akte van dat de heer van Weddingen als het ware een beetje in het luchtledige spreekt over de opbrengst van de niet-indexering van de belastingschalen. Zoals ik reeds zei tijdens de commissievergadering vind ik het jammer dat de liberalen met geen woord reppen over de saneringsinspanning die door een aantal personen werd beslist en die uiteraard door de bevolking werd geleverd. Nogmaals, de CVP-fractie is fier over de wijze waarop het budget is gesaneerd alsook over het feit dat de christen-democraten terzake het voortouw in handen namen. Als u dit buiten beschouwing laat, is dat voor uw rekening, mijnheer van Weddingen.

Voorts zijn wij ook voorstanders van de afbouw van de belastingdruk, maar wij zouden dit wel op een andere manier invullen.

Tot slot, mijnheer van Weddingen, juichte u daarnet de afschaffing van de crisisbelasting toe. Welnu, er bestaat een manifeste tegenstelling tussen de memorie van toelichting die in pamflettistische stijl de volledige afbouw van de crisisbelasting in het vooruitzicht stelt en het dispositief waarin alleen wordt gesproken over een zeer beperkte, minieme afschaffing ervan tijdens de eerste twee jaren. Uit het betoog van daarnet van uw collega van de PS, bleek duidelijk dat er grote vragen rijzen omtrent de volledige afschaffing van de crisisbelasting. De heer Tavernier repte met geen woord over het uitvoeren van die maatregel tussen 2001 en 2004. Integendeel, hij verwees naar de aangekondigde nota omtrent de fiscale hervorming. Welnu, mijnheer van Weddingen bent u het ermee eens dat in dit ontwerp slechts een klein deel is vervat van de door minister Reynders in een vorig leven aangekondigde snelle en volledige afschaffing van de crisisbelasting ?

M. **Eric van Weddingen** (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, je vois que M. Leterme a par ce système la possibilité de faire deux interventions puisqu'il pourra intervenir une deuxième fois tout à l'heure.

En ce qui concerne la contribution complémentaire de crise, j'étais loin d'avoir terminé, j'y reviendrai donc. Pour ce qui est de l'indexation des barèmes fiscaux, je crois avoir été suffisamment clair et nuancé dans ce que j'ai expliqué précédemment. Vous considérez que le gouvernement actuel ne doit pas prendre de mesures, car, dites-vous, le gouvernement précédent a pris une mesure dans ce domaine. Or, il n'en a pas pris non plus, il s'est contenté, pour la xième fois, de suspendre les effets d'une loi libérale de base. Les termes que vous utilisez sont un peu contradictoires; vous dites : "vous ne prenez aucune mesure, c'est nous qui avons pris la mesure." Mais non, il n'y a simplement pas de mesure ! Mais vous reprendrez la parole après moi et pourrez faire un exposé complet sur le sujet.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, in de memorie van toelichting bij de begroting 1999 - een ontwerp dat namens de Ministerraad werd ingediend - werd duidelijk bepaald dat de niet-indexering van de belastingschalen niet zou worden verlengd.

M. Eric van Weddingen (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, revenons à la contribution complémentaire de crise. Il est vrai que l'exposé des motifs confirme que la suppression est décidée pour sa totalité, mais en quatre ans. Le ministre a même joint au rapport une projection budgétaire sur ces quatre années. Bien sûr, j'aurais également préféré une suppression de la cotisation en une seule fois, ne fût-ce que pour des raisons de simplification de la législation fiscale. En effet, quand on regarde l'article 3, on se rend compte qu'une règle de pallier n'est pas toujours simple et plutôt source d'une certaine complexité. Or, la complexité, quand elle n'est pas indispensable dans notre législation fiscale, est un défaut majeur que l'actuel gouvernement s'est engagé, dans sa déclaration, à corriger. J'attire l'attention du gouvernement sur le fait que c'est un type de mise en oeuvre qu'il vaudrait mieux éviter à l'avenir. Les questions budgétaires ne seront abordées que la semaine prochaine mais je reconnais que l'importance de l'impact fiscal que je viens de rapporter, soit 30 milliards par an, permet difficilement une suppression en une fois. Vous ne me contredirez certainement pas à ce sujet car tout votre raisonnement se base sur le fait que vous auriez réalisé 30 milliards de moins que nous, donc vous n'allez pas nous demander d'en faire 30 de plus. Ce petit accroc à la simplicité de la législation fiscale s'avérerait, cette fois-ci, une contrainte. Je considère donc que c'est un péché véniel mais j'aurais aussi préféré que soit repris dans le texte, monsieur Leterme, le démantèlement jusqu'au bout. Je n'insiste pas pour deux raisons : d'abord parce que ce système permet, si les circonstances budgétaires sont favorables, d'aller encore plus vite et, ensuite, parce que je fais confiance à un ministre qui fait souvent mieux qu'il le promet.

Toujours en ce qui concerne la contribution complémentaire de crise, pourquoi ne pas avoir travaillé par tranches de revenus plutôt que de viser certains et d'exclure totalement d'autres ? C'est encore une cause de complexité complémentaire, à ce point d'ailleurs que c'est à cause de cela qu'on ne parvient pas à l'intégrer complètement dans le barème du précompte professionnel. Et puis, je considère que c'est un peu inique dans la manière de travailler. Cela pourrait même, à la limite, rompre l'égalité devant l'impôt. Mais, monsieur le ministre, je reconnais que c'est le seul point dans un ensemble tel que celui que vous nous proposez, qui n'emporte pas ma totale adhésion. Mais heureusement que, par nature, c'est une mesure transitoire. Ce sont des mesures appelées à disparaître du Code et qui ne le "pollueront" pas

bien longtemps. Encore une fois, je dirais que c'est un péché véniel mais que ce sont des choses auxquelles il faut rester attentif dans l'avenir pour ne pas les multiplier, même si la mesure elle-même, je le répète, est excellente.

En ce qui concerne la réduction du taux de TVA, la mesure est simple et sera donc efficace. La demande introduite auprès des autorités européennes, que le ministre nous a remise et qui figure au rapport, est aussi large que possible au niveau de la mise en oeuvre des matériaux. Cela dissipe d'ailleurs un petit malentendu survenu au début avec le secteur et je m'en réjouis.

Il est bon - comme le ministre l'a d'ailleurs proposé - de faire la mise au point dans trois ans sur les résultats en termes d'emploi. Je ne fais pas de surenchère sur ce point; il est vrai que l'on pourrait étendre la mesure à d'autres secteurs : l'horeca, les coiffeurs, les bâtiments neufs,... Mais, quand bien même il ne faut pas fermer la porte à ces propositions et même si le débat peut être repris ultérieurement, il est certain que des choix budgétaires se sont imposés. Pourtant, force est d'admirer ce projet, car il comporte déjà tant de mesures favorables et ayant des impacts budgétaires réels. C'est déjà en soi inespéré et, à mon sens, plus que suffisant en ce domaine pour une première étape.

Relativement à la déductibilité des frais de garde d'enfants, l'augmentation du montant est très appréciable pour les enfants bénéficiant de structures agréées; pour les autres, l'augmentation étant en fait proportionnellement équivalente, cette dernière demeure également appréciable. Mais c'est le point de départ qui est trop bas. Je m'explique. Etant donné que l'offre de places dans des structures agréées est assurément insuffisante et que, par ailleurs, chacune de ces places est fort coûteuse pour la collectivité, il serait sans doute souhaitable dans l'avenir de revoir à la hausse l'exemption pour les enfants qui ne peuvent être accueillis dans des structures agréées et peut-être - comme cela a d'ailleurs été évoqué en commission - étendre aussi cette exemption à des enfants de plus de trois ans. Plus généralement, la manière dont notre fiscalité tient compte des charges de famille, des charges d'enfants, est relativement faible par rapport à ce qui est prévu dans de nombreuses législations de pays voisins, la France étant de ce point de vue la plus caractéristique. En conséquence, je crois qu'il se trouve là un sujet de réflexion parmi tant d'autres dans le cadre de la future réforme fiscale; je sais que M. le ministre y est réceptif, et nous le lui rappellerons en temps voulu si nécessaire.

En ce qui concerne le secteur maritime, je ne conteste nullement le fait que des motifs économiques puissent justifier les mesures proposées et je ne vois aucun inconvénient à les étendre à la problématique du remorquage; à cet égard, j'ai même cosigné de bon coeur un

amendement de nature, disons, pragmatique qui va dans ce sens. Cela dit, d'un point de vue intellectuel, je comprends les réticences qui ont été émises par certains : créer des systèmes dérogatoires n'est jamais bon, d'abord parce que les dérogations ont une propension naturelle à s'étendre à d'autres secteurs, et ensuite et surtout parce que lorsqu'un système général s'avère inapplicable dans un certain nombre de cas, c'est alors le système général qui doit être amendé...

(Interruption de M. Jef Tavernier)

Bien sûr que oui, M. Tavernier ! Plus on crée des dérogations, moins il y a de chances d'amender le système général.

Cette modeste réflexion qui, par certains aspects, peut s'apparenter à de la philosophie légistique, ne m'empêchera toutefois pas de soutenir les mesures proposées. M. le ministre, j'en arrive au terme de votre projet...

Le président : Et de votre intervention, je suppose, M. van Weddingen.

M. Eric van Weddingen (PRL FDF MCC) : Monsieur le président, je termine en effet. Si je compte bien - et je compte certainement bien, puisque j'ai repris vos propres chiffres, M. le ministre -, ce "petit" projet d'une dizaine d'articles - onze avec l'entrée en vigueur - aura pour effet, en vitesse de croisière, de réduire de quatre-vingts milliards par an l'impôt de nos concitoyens.

Donc, à lui seul, ce projet constitue déjà une réforme vitale. Lorsque s'y ajoutera la vraie réforme fiscale qui est en préparation - dont j'ignore forcément l'impact mais celui-ci devra inévitablement être supérieur à celui du présent projet, sinon ce ne serait pas réellement une réforme fiscale -, nous aurons pratiquement rattrapé la moitié de notre handicap fiscal par rapport à la moyenne européenne.

Inutile de vous dire que c'est avec enthousiasme que je voterai le présent projet qui constitue la première étape de cet indispensable rattrapage.

De heer Alfons Borginon (VU&ID) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik zou heel kort kunnen zijn. Wie kan er immers tegen belastingverlaging zijn ?

Aangezien dit ontwerp een dergelijke maatregel omvat, zou het daarmee afgelopen kunnen zijn. Maar door mijn slecht karakter heb ik me de vraag gesteld waarom men tegen deze maatregel zou kunnen zijn. Welnu, hiervoor bestaan een aantal goede redenen.

Ten eerste, belastingen dienen om de staatsuitgaven te financieren. In de mate waarin men die uitgaven belangrijk vindt, is het verlagen van de belastingen betwistbaar. Iedere frank die minister Reynders teruggeeft aan de belastingplichtige, is een frank minder voor minister

Vandenbroucke of voor minister Durant. Het is ook een frank die men niet kan gebruiken om de schuld sneller te reduceren. Kortom, de keuze om belastingen te verlagen, moet worden afgewogen tegen het nut van de uitgaven die erdoor onmogelijk worden gemaakt.

Ten tweede, een bijkomende reden om tegen belastingverlaging te zijn, is dat men vindt dat de belastingdruk bij de verkeerde personen terecht komt, dat een bepaalde economische sector vergeten wordt, of dat de doelgroep van een bepaalde partij ontzien wordt.

Ten derde, een reden eigen aan dit land om tegen belastingverlaging te zijn is het feit dat het de verkeerde overheid is die de lasten verlaagt. Dit is natuurlijk een variant van het vorige, maar het gaat hier niet om de vraag of alle Belgen een belastingvermindering moeten krijgen of enkel de Vlamingen.

Het gaat ook over de vraag of de belastingverlagingen de marge verkleinen om fiscale autonomie toe te kennen. Immers, als de uitgaven in Wallonië relatief hoger liggen, maar de fiscale inkomsten lager - en in Vlaanderen juist andersom - dan is een vermindering van de inkomsten op het federale niveau tevens een vermindering van de reeds te beperkte fiscale inkomsten van Wallonië. Deze vermindering van de inkomsten is dan een mogelijke rem op de bereidheid van de Franstaligen om fiscaal op eigen benen te staan. De inkomsten waarover ze zelf beschikken worden immers nog ontoereikender om hun uitgaven te betalen.

Dit is dus een derde criterium om belastingverlaging te beoordelen.

Ten vierde, niet alle belastingverlagingen zijn aanvaardbaar voor de Europese en andere internationale instellingen. Het kan best zijn dat een bepaalde fiscale maatregel als concurrentievervalsing wordt beschouwd. Niet alle Europese fiscale maatregelen zijn overigens te pruimen. Wat bijvoorbeeld te denken van de "twee van de vijf" maatregel die de Europese ministers van Financiën hebben afgesproken in verband met de verlaging van de BTW voor de arbeidsintensieve diensten. De Europese bevoegdheid inzake BTW is een rechtstreeks gevolg van de noodzaak om concurrentievervalsing tegen te gaan. In dit dossier zorgt Europa er zelf voor dat zeker in grensstreken de concurrentie wordt georganiseerd. Ik zwijg dan nog over de frustraties in de horeca, die bij die vijf sectoren niet wordt vermeld. Moeten zij - net als de Roemenen inzake toetreding tot de Unie - wachten tot die vijf sectoren iets hebben gekregen ?

Ten vijfde, zelfs als men voor concrete lastenverminderingen is, kan het zijn dat men ze niet prioritair vindt, dat men vreest dat de huidige lastenverlagingen de budgettaire ruimte opeten voor de toekomstige belastingverlagingen die men meer prioritair vindt.

Eric van Weddingen

Ten zesde, het tempo kan verkeerd zijn : het kan te snel of te traag gaan.

Ten zevende, misschien denkt men dat de verlaging van de lasten zodanig tot een structureel tekort kan aanleiding geven dat het iets heeft van het door ramen en deuren gooien van spaarcenten.

Ten slotte kan men argumenteren dat het economisch effect van een bepaalde belastingvermindering niet is wat men zegt dat het is, dat ze slecht getimed of verkeerd is.

Mijnheer de voorzitter, collega's, u vraagt zich ongetwijfeld af waarom ik mij de moeite geef een aantal redenen tegen belastingvermindering op te sommen. Dat we in een nieuw tijdperk van de lastenverlagingen in plaats van de lastenverhogingen zijn terechtgekomen, betekent, mijns inziens, niet dat er geen kritische bemerkingen mogen worden gemaakt over de inhoud van de genomen fiscale maatregelen. Een tegenstem of een onthouding mag niet worden uitgelegd als een verwerping van de lastenverlaging. Integendeel, de Volksunie&ID zijn er principieel van overtuigd dat het globale beslag van de overheid op het BBP behoorlijk overdreven is. Ik maak me echter geen illusies. Als men aan een aantal gerechtvaardigde vragen inzake meer overheidsinitiatief wil tegemoetkomen, heeft dit repercussies op de mogelijkheid om belastingen en andere lasten te verlagen.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, vooraleer wat dieper in te gaan op de concrete maatregelen die de regering in het voorliggend ontwerp voorstelt, wens ik te blijven stilstaan bij wat er níet in het ontwerp staat. De tekst rept met geen woord over het voornemen van de regering om de wettelijk vastgelegde indexering van de belastingschalen niet op te schorten. Zelden is in dit huis zo'n boom opgezet over de intentie van een regering om een fiscale maatregel niet terug te schroeven.

Ons laat het tamelijk koud of dit een verdienste is van de vorige regering of van de huidige coalitie. In geen van beide gevallen draagt onze fractie terzake enige verantwoordelijkheid.

Voor de Volksunie&ID telt datgene wat heel normaal is, met name dat de belastingschalen de muntontwaarding volgen. Het zou niet eerlijk zijn dit als een lastenvermindering te beschrijven. Het is alleen de stopzetting van een sluipende belastingverhoging. Het verheugt me dat de minister beloofd heeft dit getal niet te zullen inschrijven in de kolom van de lastenverminderingen. Ik ben benieuwd of hij deze belofte gestand zal doen.

Ik kom thans bij de inhoud van het ontwerp. De verhoging van de fiscale aftrekbaarheid van kinderopvang - een koninklijk besluit dat nog niet werd goedgekeurd - en de verhoging van de fiscale aftrek voor kinderen waarvoor

geen oppaskosten worden afgetrokken, zijn zinvolle maatregelen. Een aantal punten moeten echter verder worden uitgeklaard. Wat gebeurt er met de uitbreiding van de buiten- en naschoolse opvang van kinderen ouder dan 3 jaar ? Mevrouw Brepoels en ikzelf hebben ons amendement terzake opnieuw ingediend. Wat gebeurt er met de verhoging van de globale aftrek voor kinderlast ? Ik ga ermee akkoord dat dit punt beter kan behandeld worden in de bespreking van de grote belastinghervorming. Het voorstel van de CVP inzake de verhoging van de belastingvrije som voor de kinderen waarvoor geen oppas wordt afgetrokken, stimuleert niet alleen een zwart circuit maar creëert eveneens een bijkomende werkloosheidsval omdat de aftrek voor kinderoppas minder interessant wordt.

Ook het fiscaal en sociaal statuut van de onthaalmoeders is een probleem dat dringend moet worden aangepakt. De verhoging van de aftrekbaarheid van de kinderopvang kan slechts een eerste aanzet zijn, maar het is niet de definitieve oplossing voor de driehoek arbeid-vrije-tijd-gezin.

Het geleidelijk afbouwen van de aanvullende crisisbelasting op de personenbelasting is al wat minder neutraal. Alle forse verklaringen ten spijt beperkt deze wet zich tot het inschrijven van een afwijking op het principe van de aanvullende crisisbelasting voor het onderdeel personenbelasting voor de aanslagjaren 2000 en 2001. Bovendien blijft deze afwijking dan nog beperkt tot de lage inkomens. Het is dus heel goed mogelijk dat het oude systeem in een volgende begrotingsronde opnieuw wordt geïnstalleerd. Het wettelijk principe blijft overeind. Er zijn geen garanties voor de toekomst. Er wordt niet gesproken over andere categorieën van belasting waarop de aanvullende crisisbelasting wordt geheven. Het gevolg is dat wie geen vermindering krijgt, een relatief groter deel van de lasten moet dragen. Dit geldt voor de gehuwde tweeverdieners, de vennootschappen enzovoort.

Samen met de complexiteit van de maatregelen die in de wet werden vastgelegd leidt dit mij ertoe te besluiten dat het misschien nog niet zo slecht is dat de vermindering beperkt blijft tot de aanslagjaren 2000 en 2001. De mogelijkheid om in het kader van de grote belastinghervorming het geheel weg te werken, blijft bestaan. Ik geef de minister dan ook de raad om de aanvullende crisisbelasting weg te werken ter gelegenheid van een grote hervorming. Hij beschikt dan over olie om de hele nieuwe machinerie te smeren. Als dat de bedoeling van de fasering was, is dit slim gezien. Ik denk echter dat men niet zover heeft gedacht.

Principieel is elke tariefvermindering van de personenbelasting op federaal vlak in mijn ogen verdacht. Het betekent immers dat de inwoners van het landsgedeelte dat niet in staat is de uitgaven met fiscale inkomsten te

Eric van Weddingen

dekken, dezelfde lastenverlaging genieten als de inwoners van Vlaanderen, dat wel over voldoende fiscale inkomsten beschikt om de eigen uitgaven te dekken. Eigenlijk moet een dergelijke crisisbelasting gedefederaliseerd worden afgeschaft. Met het geld dat nu wordt aangewend om op federaal vlak inkomsten te verminderen kan in Vlaanderen de crisisbelasting sneller worden afgeschaft.

Het gaat hier natuurlijk om beperkte verminderingen. Het is dan toch logisch dat als politici zoals Elio Di Rupo het signaal geven dat over fiscale autonomie kan worden gesproken zolang Wallonië niet minder inkomsten heeft. Elke lastenverlaging waarbij de federale overheid de inkomsten uit personenbelasting in Wallonië doet dalen is dan een bijkomende hindernis bij de totstandkoming van de fiscale autonomie. De kloof tussen wat men ontvangt en wat men moet betalen wordt alleen maar groter. Het kan eigenlijk niet dat de grote belastinghervorming, die al dikwijls werd aangekondigd, niet zou gepaard gaan met het geven van fiscale autonomie inzake de personenbelasting. Geen federale vermindering zonder gelijktijdige fiscale autonomie ! Regionale lastenverlichtingen zijn prioritair boven federale lastenverlichtingen.

Het derde luik van de fiscale programmawet gaat de goede richting uit. Dankzij collega Viseur weten we dat deze maatregel uitsluitend voor het noorden van het land is bestemd. Vooral baggeraars, de koopvaardij en misschien ook de sleepvaartsector varen er wel bij. We kunnen deze maatregel dan ook steunen. Echt fier hoeven we hierover niet te zijn. Het gaat er vooral om dat de soevereine staat zich plooit naar de wetten van de internationale concurrentie.

In de drie sectoren is de keuze van de Staat eigenlijk doodsimpel. Men kan de wetgeving aanpassen en een voordelig fiscaal en sociaal statuut uitwerken voor die sectoren of die sectoren morgen zien verdwijnen. Dat laatste is niet echt een dreigement van die sectoren, wat op zich niet aanvaardbaar is, maar gewoon een vaststelling.

Het verheugt ons wel dat de regering in de loop van de besprekingen de fiscale gunstmaatregelen voor de koopvaardij- en baggersector tot de sleepvaartsector heeft willen uitbreiden. De mensen uit die sector hebben ons heel wat informatie bezorgd die ons toelaat te besluiten dat een gelijke behandeling met de koopvaardij- en baggersector mogelijk is op het vlak van zowel de Europese wetgeving als het gelijkheidsbeginsel. Ik hoop dat die aangekondigde gunstmaatregel voor de sector mede het gevolg zal hebben dat de sector ook op de exportmarkten kan groeien. Het zou alleszins de moeite waard zijn om het effect van deze maatregel op het einde van de legislatuur te evalueren.

De heer **Jef Tavernier** (AGALEV-ECOLO) : Mijnheer de voorzitter, ik heb een kleine opmerking over het amendement van de regering met betrekking tot de uitbreiding tot de sleepvaartdiensten. Ik heb de oppositie in dit parlement zelden zo enthousiast zien reageren op een maatregel die in feite neerkomt op een volmacht aan de regering.

De heer **Alfons Borginon** (VU&ID) : Mijnheer Tavernier, als lid van deze meerderheid weet u een en ander over volmachten, alhoewel u zich daartegen in het verleden ook hebt verzet. Ik had van u beter verwacht.

Waarom vinden wij dit een aanvaardbaar voorbeeld van een volmachtenbesluit ? Wij weten nu precies waarover het gaat en er is bovendien een goede motivatie. Wij weten dat het over de sleepvaartdiensten gaat. We kennen de inhoud van de maatregelen, namelijk de inhoud van de programmawet. Wij zijn daar voor 100% zeker van. Het gaat dus helemaal niet om een volmachtenbesluit. Het is door het verzet van de groene partijen dat deze maatregel niet in de wet is opgenomen. Ik denk dat de regering dit amendement heeft ingediend om te voorkomen dat zij het amendement van de heer Desimpel moest verwerpen. De bal ligt daarmee volledig in uw kamp.

In het ontwerp wordt ook een bepaling opgenomen die de naturalisaties gratis maakt. Ik heb geen principiële bezwaren tegen dit kosteloos maken van de naturalisaties. Toch rijzen hier enkele kritische vragen. Is deze lastenverlaging prioritair, doordacht, nodig, nuttig ?

Men versterkt hier de indruk dat de vreemdelingen die de nationaliteit willen verkrijgen, arme dompelaars zijn die op de kap van de belastingbetaler willen leven. Dat kan toch moeilijk de bedoeling zijn van een paarsgroene coalitie ? Van de weifelende kandidaten, zoals de rijke Nederlanders uit Brasschaat en omstreken, die de ene dag wel Belg willen worden en de andere dan weer niet, wordt geen remgeld meer gevraagd. Voor andere akten die de burgerrechtelijke staat van de persoon betreffen zoals de naamswijziging, de voornaamswijziging, worden geen gelijkaardige maatregelen genomen. Die procedure blijft even lang duren en blijft vooral een ontradend karakter hebben. De minister heeft wel de bereidheid uitgedrukt om hierover na te denken, maar het blijft duidelijk dat het opnemen van deze fiscale bepaling eigenlijk weinig te maken heeft met het voeren van een doordacht beleid inzake registratie- en zegelrechten. Ze heeft vooral een symboolfunctie om onze groene vrienden te plezieren.

Het weze hen gegund. Wij hebben de indruk dat wij harder moeten vechten om enige balsem te krijgen van de VLD. Deze bepaling getuigt alleszins niet van een doordachte fiscale visie.

Alfons Borginon

Minister Daems heeft zich uitgebreid verontschuldigd voor zijn afwezigheid. Toch wil ik enkele opmerkingen formuleren met betrekking tot De Post.

De **voorzitter** : De minister heeft mij gezegd dat hij hierover met u een afspraak had.

De heer **Alfons Borginon** (VU&ID) : Wat De Post betreft, ben ik een leek. Ik was dan ook nieuwsgierig naar de inhoud van de bepaling in de programmawet met betrekking tot De Post. Ik vroeg mij af waarom deze bepaling in de programmawet werd opgenomen. De wet voorziet immers reeds in de mogelijkheid om van De Post een ander type van vennootschap te maken. Waarom moet de Koning - lees Rik Daems - de mogelijkheid krijgen om dit zelf te doen ? Het antwoord ligt voor de hand : omdat hij geen vertrouwen heeft in de leiding van De Post. Dit wantrouwen is wellicht terecht. Waarschijnlijk heeft men meer vertrouwen in het snel en efficiënt optreden van Rik Daems dan in het snel en efficiënt optreden van De Post. Wij hebben altijd kritiek gehad op het management van De Post. Wij zijn het er evenmin mee eens dat het parlement geen inspraak heeft bij de privatiseringen. Ik kies een volwaardige bespreking in de plenaire vergadering boven een bepaling in de programmawet. Minister Daems heeft in de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de Overheidsbedrijven weliswaar een toelichting gegeven over het geheel van de hervorming van De Post. Misschien zal hij nog veel sneller - of alleszins veel efficiënter - vorderen.

Hoewel er heel wat kritische opmerkingen op dit wetsontwerp kunnen worden geformuleerd, verdient het geen tegenstem. Hiervoor bevat het te veel positieve elementen.

Tot slot wil ik nog zeggen dat we de Gewesten en Gemeenschappen zo snel mogelijk moeten financieren met uitsluitend eigen fiscale middelen.

De **voorzitter** : Aangezien ik de algemene bespreking vanmorgen zou willen beëindigen, verzoek ik de overige sprekers zo beknopt mogelijk te zijn.

De heer **Tony Van Parys** (CVP) : Wat verstaat u onder vanmorgen ?

De **voorzitter** : Ik hanteer de Spaanse definitie.

De heer **Peter Vanvelthoven** (SP) : Mijnheer de voorzitter, zowel bij de bespreking van de beleidsbrief van de minister als bij de behandeling van deze programmawet zijn er heel wat opmerkingen geformuleerd. Mijn uiteenzetting zal dan ook kort zijn.

Nauwelijks zes maanden na het aantreden van deze regering worden er, ondanks de budgettaire beperkingen, een reeks belastingverminderingen ingevoerd. Bo-

vendien wordt er in de eerste plaats gedacht aan de laagste inkomenscategorieën. Ik verwijs in dit verband naar de geleidelijke afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage. Wij dringen erop aan dat deze bijdrage uiterlijk tegen 2003 voor alle inkomenscategorieën zal zijn afgeschaft.

Daarnaast zijn al deze maatregelen slechts een begin. De minister heeft in de commissie belangrijke toezeggingen gedaan die verder reiken dan het volgende begrotingsjaar.

Ik denk onder meer aan uw toezegging om de documentatiedienst van Financiën en het federaal Planbureau om een nieuwe raming te vragen van de budgettaire gevolgen van een verlaging van het BTW-tarief voor nieuwbouw. U hebt dat niet alleen meegedeeld, u hebt het ook toegezegd. U zult de commissie de resultaten van dit voorstel meedelen bij de controle van de begroting voor 2000.

De tweede duidelijke intentie in de memorie van toelichting is het verder uitbreiden van de aftrekbaarheid van de kosten voor kinderopvang en ze niet te beperken tot kinderen jonger dan drie jaar. Ik heb zojuist kennisgenomen van de intentie van de VLD-fractie om een aantal wetsvoorstellen in te dienen om de kosten voor kinderopvang onder de aftrek voor beroepskosten te laten vallen. Op het eerste zicht zijn wij daarmee niet erg gelukkig maar wij zullen uiteraard de bespreking afwachten. Een eerste bedenking hierbij is dat een alleenstaande werkloze vrouw die moet gaan solliciteren en hiervoor haar kinderen naar de opvang moet brengen, niet kan genieten van de fiscale aftrekbaarheid. Ik wijs dus op een mogelijke verslechtering van de toestand voor bepaalde categorieën van belastingplichtigen.

Ten derde, heb ik u horen zeggen dat u ook de zeer strikte voorwaarden die zijn gekoppeld aan de fiscale aftrekbaarheid van uitgaven voor huisbedienden wenst te vereenvoudigen. Wij juichen dat toe omdat het een belangrijke maatregel is om het zwartwerk in deze sector aan te pakken.

Ten vierde, heb ik vastgesteld dat u eraan denkt een bepaalde fiscale steun toe te kennen aan een aantal buurtdiensten die bijvoorbeeld kinderopvang of thuiszorg organiseren. Ook dat is een goede zaak.

Mijnheer de minister, de verschillende intenties die u naast de inhoud van de programmawet kenbaar hebt gemaakt, doen ons reikhalzend uitkijken naar de grote belastinghervorming die wij volgend jaar verwachten. Wij zullen ze met een open geest, kritisch en vanuit onze eigen invalshoek bekijken. Voor de huidige programmawet kunt u op onze steun rekenen.

Mevrouw **Alexandra Colen** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, heren ministers, waarde collega's, mijn partijgenoot heeft de belangrijkste opinies van onze partij over de verschillende onderdelen van de programmawet kenbaar gemaakt. Ik was graag wat dieper ingegaan op een aspect dat iedereen hier heeft aangehaald, namelijk de eerste maatregelen in verband met het verhogen van de aftrek voor kinderopvang. De heer van Weddingen heeft herhaald wat de minister hierover in de commissie heeft gezegd, namelijk dat hierover zou worden nagedacht met het oog op de beloofde belastinghervorming van oktober volgend jaar. De verwachtingen met betrekking tot deze belastinghervorming komen steeds hoger te liggen. Met dit wetsontwerp zet men immers slechts een schoorvoetend eerste stapje inzake de concrete maatregelen die illustreren wat de liberalen de belastingbetalende burgers hebben beloofd.

Ik wil ingaan op het aspect kinderopvang, niet omdat ik het specifiek over een technisch detail wil hebben maar omdat de invalshoek van waaruit men die zaak bekijkt heel belangrijk is. Het gebruik van het woord kinderopvang alleen al toont aan dat men dit vanuit een bepaalde invalshoek bekijkt, ik zou zelfs durven te zeggen vanuit een feministische invalshoek. Wij zijn het de laatste tijd gewend geraakt te discussiëren over kinderopvang terwijl men eigenlijk steeds in gedachten moet houden dat het hier gaat om kinderen opvoeden. Men kan niet leven in een maatschappij waarin kinderen gedurende acht uur per dag worden opgevangen en slechts gedurende een kwartier worden opgevoed. Dat bestaat niet. Kinderopvang is dus per definitie opvoeding. Met deze term wordt duidelijk dat het hier gaat om fundamentele keuzes. Op individueel niveau hebben we al de illustratie gehad van de heer Borginon. Hij stelde zich in de plaats van een jonge moeder die buitenshuis wil gaan werken en wier keuze negatief beïnvloed zou worden door een in zijn optiek te hoge fiscale aftrekbaarheid van de kosten voor het thuis opvoeden van haar kind.

In mijn optiek zou de keuze omgekeerd zijn. Ik kan me best voorstellen dat een jonge moeder de keuze maakt om buitenshuis te werken, juist omdat de financiële bestraffing van het thuisblijven te groot is voor een jong gezin. Dit terwijl ze in haar hart haar eigen kind zou willen opvoeden. Dit zijn fundamentele keuzes zowel op het individuele als op het maatschappelijke vlak. De maatschappelijke repercussies van deze keuze gaan zeer diep. Als men in deze discussie de leden van de VLD hoort vertellen dat ze de aftrek voor kinderopvang willen categoriseren als beroepskosten, denk ik intuïtief dat dit niet kan.

Is het opvoeden van een kind dan ondergeschikt aan de uitoefening van een beroep ?

Behoort de kinderopvang tot de praktische organisatie van het werk, zoals het vervoer van en naar het werk, de uitrusting die men nodig heeft, de kleding die men draagt ?

Opvoeding zou zo op dat niveau liggen. Dit is onmogelijk. Het staat haaks op de opvattingen van onze partij. Bij subsidiëring, aftrek of een overheidstussenkomst in zaken die te maken hebben met gezinskeuzes, zou de vrije keuze van het gezin moeten worden ondersteund. Wij hebben steeds gepleit voor een situatie, waarbij de keuze werkelijk vrij zou zijn. Wanneer men de opvoeding van kinderen wil ondersteunen en subsidiëren, moet men deze niet enkel bekijken als beroepskosten, maar als een fundamentele keuze van het gezin. België is een van de weinige landen, waar de thuiswerkende ouder totaal geen statuut heeft, geen sociaal statuut en ook geen pensioenrechten, in tegenstelling met Nederland bijvoorbeeld, en waarbij in alle beslissingen van deze aard de groep thuisouders als bijna onbestaande wordt beschouwd.

Men wil deze maatregel sympathiek doen voorkomen ten aanzien van de jonge gezinnen. Men kan immers niet tegen een verhoogde fiscale aftrek voor kinderopvang zijn, ook niet tegen een verhoogde vrijstelling voor mensen die kinderen in een niet erkend circuit opvangen. Dit zijn meestal mensen die kinderen thuis opvoeden.

Toch mis ik een visie. Is deze visie aanwezig of heeft de regering zich ingeschreven in wat gemeengoed een bijna socialistische, communistische visie is geworden ?

Welke is de plaats van het gezin en de plaats van de vrouw en tenslotte de plaats van de opvoeding van de kinderen in de samenleving in het geheel ?

Ik wens hieraan een aantal beschouwingen te wijden, gezien de grote belastinghervorming volgend jaar.

Ik verwijs eveneens naar een ander aspect. We spreken vooral over financiële maatregelen. Maar er is een ander aspect waarmee iedereen geregeld wordt geconfronteerd. Recent nog waren we getuige op het nieuws van enkele vreselijke gezinsdrama's. De druk op de gezinnen stijgt steeds meer en de mensen verlangen naar wat men noemt een verhoogde levenskwaliteit. Men spreekt in dit verband ook van onthaasting.

Sommigen zullen dit misschien niet erkennen, maar er bestaat een duidelijk verband tussen overheidsmaatregelen die het gezin beïnvloeden, namelijk wat de opvoeding van kinderen betreft, het gezinswerk en de beroepsarbeid en de bijna ondraaglijke druk die heeft geleid tot wat men noemt de crisis van het gezin in onze samenleving.

Alexandra Colen

Deze crisis zou ons zorgen mogen baren omdat het gezin, samen met de privé-eigendom de basisinstellingen vormen van de vrije democratische samenleving. Het gezin vormt een van de pijlers van de westerse vrije democratie.

Ik wil even het historisch overzicht van de ideeën hieromtrent schetsen, te beginnen met de ideeën van Aristoteles en Plato in de Griekse oudheid.

Aristoteles wees reeds op de band tussen het gezin en de vrijheid van het individu tegenover de overheid. Ik heb het hier dus niet over puur allerindividueelste keuzes, maar over de relevantie daarvan op maatschappelijk vlak in een samenleving als de onze, waar de overheid inderdaad ingrijpt in de keuze van de gezinnen. Hij bekritiseerde de voorstellen van Plato die ervan uit ging dat in de ideale staat vrouwen, kinderen, alles gemeenschappelijk zou zijn en de overheid - de Staat - alles gemeenschappelijk zou beheeren. Voor hem was de politiek, was de Staat, belangrijker dan het gezin. Aristoteles wees erop dat dit niet kon. Mensen willen geen gemeenschappelijk bezit van vrouwen en kinderen; mensen zijn uit zichzelf geneigd om liefde en vriendschap te zoeken in duurzame relaties tussen individuele mensen en in gezins- en familieverbanden. In deze gezinsverbanden kunnen de mensen zich alleen ontwikkelen als zij de ruimte en de armslag krijgen, als zij over de materiële goederen beschikken die zij hun private eigendom mogen noemen. Deze visie is de basis geworden van de westerse liberale democratie : privé-eigendom en gezin als kern van de samenleving. Dat is eeuwenlang zo geweest.

Het besef van het belang daarvan is in de twintigste eeuw in de tussenoorlogse periode opnieuw brandend actueel geworden. Een aantal liberale filosofen hebben daarover gesproken en geschreven. Zo schrijft Friedrich von Hayek dat het gezin de belangrijkste dam is tegen de macht van de Staat tegenover de individuele burger. Gezin en Staat beschrijft hij dus op dat vlak als concurrenten van elkaar, zowel op economisch vlak als op het vlak van bescherming en opvoeding - in moderne termen heet dat levenskwaliteit. In een periode waarin de overgang van een agrarische samenleving naar een industriële samenleving gebeurde, waren het ook liberale economen en filosofen die erop wezen dat men concurrentie invoerde in de gezinnen wanneer alle gezinsleden buitenshuis gingen werken. In die tijd waren dat mannen, vrouwen en kinderen. Vooral mensen als John Stuart Mill hebben dan gepleit voor een verbod op kinderarbeid. Interessant is ook dat iemand als John Stuart Mill een van de eerste pleitbezorgers was van de emancipatie van de vrouw, maar tegelijkertijd ook het effect voorzag op gezinnen van mensen die allemaal buitenshuis of op de arbeidsmarkt met elkaar concurreren. Binnenshuis complementair dus, en buitenshuis concurrentieel.

Op een bepaald moment in de evolutie van heel dat denken is de vrouwenemancipatie niet meer een liberaal thema gebleven, maar een socialistisch thema geworden. Dit gebeurde met name na de Tweede Wereldoorlog. Denk maar aan de Zweedse welvaartsstaat met een ideoloog als Gunnar Myrdal die bewust, om ideologische redenen, een systeem wilde opzetten waarbij de vrouwen buitenshuis zouden gaan werken. Dat was niet omdat zij dat vroegen of omdat de economische situatie dat vereiste - na de Tweede Wereldoorlog wel, maar slechts gedeeltelijk - maar om ideologische redenen. Nog altijd zijn er liberale economen en filosofen die zich met dat thema bezighouden. Ik denk dan aan Nobelprijswinnaar Gary Becker die in een economische analyse van het effect van echtscheidingen op de maatschappij ook wijst op dat concurrentie-element dat wordt ingevoerd en waardoor de cohesie van de gezinnen wordt verzwakt.

Eén idee wil ik u toch nog meegeven in heel deze korte samenvatting van het denken over het verband tussen overheid en gezin en de maatschappelijke invloed daarvan. Het ideaal van Plato waarnaar werd verwezen en volgens hetwelk de staat alles beheert en de kinderen opvoedt omdat die daarvoor het meest is aangewezen, is ook het ideaal dat in het moderne feminisme gestalte heeft gekregen. Het moderne feminisme als ideologie is iets anders dan vrouwenemancipatie. Ik heb het nu over de ideologie die wij in een aantal takken van de vrouwenbeweging vinden. Het verband met het communisme is ook heel duidelijk wanneer men het werk van iemand als Engels leest. Engels was de geldschieter van Marx en zelf ook ideoloog. Hij heeft een boek geschreven met als titel "De oorsprong van familie, privé-eigendom en de Staat". De gedachten die hij daarin formuleert zijn interessant en onthullend. Hij schrijft daar dat "de eerste klassentegenstelling uit de geschiedenis samenvalt met het monogame huwelijk en dat de eerste onderdrukking de onderdrukking is van het vrouwelijk geslacht door de man." Het moderne gezin steunt volgens hem op verdrukking van de vrouw, per definitie.

Hij voorzag dat dit zou veranderen en hij schrijft, ik citeer : "Wanneer de productiemiddelen gemeenschappelijk bezit worden zal het individuele gezin ophouden de economische basiseenheid te zijn van de maatschappij. De zorg voor en het onderwijs van de kinderen zal door de Staat gebeuren. De maatschappij zal zorgen voor alle kinderen, of ze binnen het huwelijk geboren zijn of niet". Nu zien wij in onze samenleving inderdaad een spanning tussen twee maatschappijmodellen : enerzijds, het gezinsgerichte kostwinnersmodel, dat langzaam aan het verdwijnen maar daarom nog niet verdwenen is, hoe graag sommige mensen het ook zouden hebben en, anderzijds, het individualistische model, waarbij iedereen werkt en verdient, ongeacht zijn gezinssituatie, ongeacht het aantal personen dat hij of zij moet onderhouden. Dit

Alexandra Colen

wordt in onze tijd nog versterkt door begrippen als positieve discriminatie, waarbij het model van individuen die allemaal buitenshuis aan zelfontplooiing doen, wordt aangemoedigd ten nadele van het kostwinnersmodel dat in de kou wordt gelaten.

Ondertussen zijn we ook in een periode aanbeland waar steeds meer mensen wetenschappelijk gezien het belang en de waarde van de opvoeding van de kinderen binnen het gezin gaan accentueren. Ik denk aan een recente Britse studie, die heeft aangetoond dat de cognitieve en de sociale ontwikkeling van kinderen veel beter verloopt wanneer ze in de loop van hun eerste levensjaren bij moeder thuis zijn opgevoed in de plaats van in een crèche te zijn opgevangen. Ik verwijs terzake ook naar de werken van moderne psychiaters en psychologen, bijvoorbeeld Bob Van Sant, die zich bezighoudt met fenomenen van depressie en die wijst op de bijna onhoudbare druk op de moderne vrouwen in het gezin om alles tegelijk te zijn, om vooral te worden gewaardeerd als zich ontplooiende buitenshuis, terwijl hetgeen zo waardevol is, namelijk het opvoeden van de kinderen, het vormen van de toekomstige volwassenen, het waarborgen van de levenskwaliteit binnen het gezin, in de verdrukking komt.

Ik constateer dat de regering een beleid voert waarbij ze van één enkele visie vertrekt, of zich inschrijft in de gangbare socialistisch-feministisch geïnspireerde visie waarbij de maatregelen die het gezin moeten ondersteunen, altijd gericht zijn op de buitenshuis werkende leden van het gezin of op de mogelijkheden van het gezin om op de arbeidsmarkt aanwezig te zijn. Al te vaak worden de gezinnen in hun keuze om complementair te werken, om thuisouderschap uit te oefenen gedurende de jaren dat de kinderen klein zijn, genegeerd.

Mijnheer de minister, als men aan die grote nadenkoperatie begint naar aanleiding van de discussie over kinderopvang en opvoeding - zijn het beroepskosten of sociale kosten, ondersteunen wij de gezinnen of ondersteunen wij de arbeidsmarkt, enzovoort - moet men daarmee rekening houden. Als men bekommerd is, niet alleen om het gezin, niet alleen om de individuele vrije keuze van de burgers, maar ook om de liberale democratie in het algemeen, zal men meer aandacht moeten besteden aan de gezinnen die tijd en geld willen investeren in de opvoeding van de burgers van de toekomst, dit in tegenstelling tot het gewoon laten opvangen van de kinderen terwijl men zich op de arbeidsmarkt ontplooit. Ik pleit ervoor dat men al die aspecten in overweging neemt en dat wij niet tot een versterking van het tweeverdiener model komen op het ogenblik dat de groep thuisouders, die uiteindelijk de grootste investering in opvoeding leveren, nog altijd worden gediscrimineerd.

M. Luc Paque (PSC) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, notre ordre du jour nous conduit aujourd'hui à débattre du projet de loi portant des dispositions fiscales et diverses. Je souhaiterais dès lors vous faire part de quelques remarques et réflexions à ce sujet.

En commission des Finances, vous nous avez exposé d'entrée de jeu, monsieur le ministre, que ce projet s'inscrivait dans le cadre de la déclaration gouvernementale qui prévoit en son point 6, intitulé "l'Etat social actif", une baisse continue de la pression fiscale et parafiscale tout au long de la législature, avec pour objectif essentiel de réduire la charge qui pèse sur les revenus du travail.

Ce projet s'inscrit tout autant et bien davantage dans la continuité de l'action du gouvernement précédent. L'actuelle coalition ne détient pas un privilège d'action en cette matière et plusieurs mesures dont vous vous faites le champion, ont été initiées par l'ancienne coalition. J'en veux pour preuve la mesure relative à la réindexation des barèmes fiscaux, décidée et appliquée dans le calcul du précompte professionnel dès le deuxième trimestre 1999.

Vous avez d'ailleurs appris à nuancer vos propos. Alors que vous vous posiez en initiateur de la mesure, vous êtes revenu à une position plus humble en reconnaissant que sous votre ministère, cette mesure sera appliquée pour la première fois pendant une année entière, à savoir en l'an 2000, à ce calcul du précompte professionnel.

En fin de compte, vous vous contentez d'appliquer une décision qui ne vous a pas appartenu.

Il en est de même en ce qui concerne la réduction du taux de TVA sur un certain nombre de services à haute intensité de main-d'oeuvre. La décision avait été prise par le précédent gouvernement dans le cadre des négociations au niveau européen. Le seul privilège qui vous a été laissé fut celui de choisir, parmi un certain nombre de services définis au niveau européen, ceux pour lesquels la mesure de réduction pourrait être appliquée.

Le peu d'ambition des mesures proposées dans le projet de loi, comparée aux déclarations répétées relatives à la mise en oeuvre d'une grande réforme fiscale ne justifie pas que vous vous appropriiez des décisions qui ne vous appartiennent pas.

Je m'interroge, par ailleurs, quant au mode de communication du gouvernement sur cette nouvelle technique législative qui consiste à utiliser des projets de loi comme effets d'annonce. Votre exposé des motifs fait, en effet, état de mesures qui ne sont pas réglées par le projet de loi et pour cause, puisqu'elles ne peuvent l'être que par voie d'arrêté royal. Ainsi en est-il de l'augmentation du montant maximum des frais de garde déductibles.

Luc Paque

Le Conseil d'Etat a très justement fait remarquer à ce sujet que si des mesures législatives contenues dans un avant-projet de loi peuvent être replacées dans un contexte plus large, encore faut-il clairement distinguer ce qui sera réglé par le projet de ce qui fera l'objet d'autres mesures.

Quant à la mesure relative à la suppression de la contribution complémentaire de crise, si elle n'est évidemment pas critiquable quant à ses effets positifs à l'égard du citoyen, la complexité de la technique utilisée me laisse toutefois perplexe. Elle ne concorde guère avec la volonté de transparence et de communication affichée par le gouvernement.

J'en terminerai avec le chapitre relatif à la transformation de l'entreprise autonome "La Poste" en une société anonyme de droit public. Votre collègue, le ministre Daems, a exposé devant la commission de l'Infrastructure que La Poste était à la veille de subir d'importantes mutations avec la libéralisation du secteur postal au 1er janvier 2003. Le ministre a précisé qu'un "master plan" était en cours d'élaboration et que le conseil d'administration avait décidé de transformer l'entreprise en une société anonyme de droit public afin de pouvoir procéder à une augmentation de capital et de pouvoir réaliser les investissements nécessaires.

Toutefois, la presse a récemment cité un chiffre important de dégagement de personnel. Le ministre a répondu en témoignant de son ignorance sur ce chiffre. Dès lors, autant le gouvernement entend encourager et développer l'emploi, il est très étonnant qu'une entreprise publique planifie d'aussi importantes mesures de licenciement.

Voilà, monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, les quelques réflexions d'un néophyte dans cette assemblée.

Le **président** : Monsieur Paque, vous vous taillez la réputation d'être concis, ce dont je vous remercie.

Mijnheer Leterme, u hebt gezegd dat u nog een kort betoog wou houden over de algemene bepalingen, niet enkel over het aspect van de naturalisaties.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, er is misschien een misverstand. Ik wens mijn betoog te houden in de algemene bespreking.

De **voorzitter** : Dat heb ik gezegd. De heren Vandeurzen, Van Hoorebeke en Laeremans zullen vanmiddag spreken over het aspect justitie en de naturalisaties.

Je demande à M. Reynders s'il peut clôturer cet aspect. Ainsi, cet après-midi, on examinera en même temps les amendements.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, hoewel ik weet dat het de oppositie node is gegund, wens ik toch gebruik te maken van het spreekrecht. Ik verontschuldig mij ten aanzien van de collega's die met een zeker ongeduld zitten te wachten om hun betoog te houden inzake het specifieke aspect van de registratierechten op de aanvragen tot naturalisaties. Aan het einde van deze algemene bespreking en voor de repliek van de minister, meen ik evenwel dat het goed is nog eens kort te herhalen waarover dit wetsontwerp handelt. Het is een zeer bescheiden wetsontwerp. Er zijn drie concrete maatregelen waarover wij op een volwaardige manier beslissen.

Ten eerste, zijn dat de selectieve BTW-verlagingen, die worden tot stand gebracht in het kader van een aantal oogmerken die wij delen, collega Tavernier. Het is een stap in de goede richting. Wij ondersteunen trouwens ook de keuze van de domeinen waarin de BTW-verlaging van toepassing zal zijn. Wij hadden andere ambities met betrekking tot de bouwsector, maar wij begrijpen dat daaromtrent enige reticentie is. Ik hoop voor de regering dat sommige collega's van de meerderheid, die terzake meer ambitie hadden, zoals onder meer collega Desimpel, dezelfde houding zullen aannemen.

Een tweede maatregel waarover wij een beslissing kunnen nemen, is een verhoging van de aftrekbaarheid in de sector van de kinderopvang. Dienaangaande waren er bepaalde onvolkomenheden. Wij beschikken terzake over een eigen wetsvoorstel, dat wij in de volgende maanden opnieuw zullen laten agenderen. Afgezien van het feit dat deze regeling misschien de situatie voor de niet-erkende kinderopvang wat moeilijker maakt, kunnen wij de doelstelling om de kinderopvang te ondersteunen, enkel delen.

Een derde maatregel waarover wij beslissen in dit wetsontwerp is de afschaffing van de registratierechten die worden geheven op naturalisatieaanvragen. Mijnheer de minister, ik stel vast dat dit de meest structurele fiscale maatregel is in dit ontwerp. In 1998 waren er 14 000 tot 15 000 naturalisatieaanvragen onderhevig aan registratierechten, die nu worden afgeschaft. Een kleine berekening leert ons dat deze maatregel de grootste budgettaire weerslag heeft. Het is dus een van de belangrijkste fiscale maatregelen van dit bescheiden wetsontwerp. Het is met enige schroom dat ik dit onderwerp even aanraak, want er zijn collega's, ook in mijn fractie, die daarover straks met meer dossierkennis zullen spreken. Toch wou ik het budgettaire effect ervan even situeren om te wijzen, mijnheer van Weddingen, op de zeer bescheiden allure van dit wetsontwerp.

Inzake de crisisbijdrage stellen wij effectief, wat een aantal inkomenscategorieën betreft, een gedeeltelijke buitenwerkingstelling vast voor de desbetreffende twee jaar, waarbij uiteraard de laagste inkomenscategorieën

voorzitter

als eerste in aanmerking komen. Maar het principe zelf van een crisisbijdrage wordt niet afgeschaft; het gaat slechts om een zeer bescheiden aanzet hiertoe gespreid over de eerste twee jaar, terwijl in de memorie van toelichting sprake is van een volledige afbouw gespreid over vier jaar.

Over de verdere implementatie van de volledige afschaffing van de crisisbijdrage met een budgettaire weerslag van 30 miljard, waarvan sprake in de memorie van toelichting - die trouwens ook door de Raad van State ten kwade wordt geduid omwille van de pamflettistische stijl - worden de meest uiteenlopende gevoelens gekoesterd en meningen verspreid.

De heer Dehu wou zich niet uitspreken over de volledige invulling van de belofte in de memorie van toelichting. De heer van Weddingen betreunde de beperkte inhoud van de belofte, maar vond troost in het feit - en ik bewonder zijn capaciteit terzake - dat een bescheiden aanzet veelbetekenend kan zijn en dat, mochten de jaren 2003 en 2004 niet ter sprake komen, dit eventueel zou kunnen betekenen dat de volledige afschaffing naar voren kan worden geschoven.

Mijnheer van Weddingen, terzake hebt u meer ervaring dan ik, maar toch wens ik hulde te brengen aan uw bekwaamheid om troost te putten uit positieve gedachten. Immers, uw inzichten terzake worden volgens mij doorkruist door het betoog van de heer Tavernier die tussen twee volzinnen door zei dat hij de afschaffing van de crisisbijdrage beschouwt als een element van de belastinghervorming.

Dat gaat echter niet op, mijnheer Tavernier, want deze toezegging wordt gedaan in de memorie van toelichting die hoort bij dit ontwerp en staat bijgevolg los van de fiscale hervorming. In de commissie komt de fiscale hervorming vaak ter sprake naar aanleiding van mondelinge vragen en telkens verwijst u - terecht - naar het feit dat het onderwerp van de vragen moet passen in een geheel en dat dergelijke vragen in feite betrekking hebben op de globale fiscale hervorming.

Wanneer de afschaffing van de crisisbijdrage werkelijk geld gaat kosten aan de overheid, dan geeft de PRL toe, bij monde van de heer van Weddingen, dat het slechts gaat om een gedeeltelijke afschaffing die eventueel kan worden vervroegd, terwijl AGALEV, bij monde van de heer Tavernier, het project weliswaar beperkt vindt en het onderwerp toeschuift naar het debat over de fiscale hervorming. Toch is dat niet correct, mijnheer Tavernier, want het feit dat een minister zijn verantwoordelijkheid opneemt en een wetsontwerp indient waarbij in de memorie van toelichting wordt toegezegd aan een volledige afschaffing van de crisisbijdrage, maakt dit dossier automatisch los van de fiscale hervorming.

Mijnheer de minister, gezien het budgettaire brandstofverbruik van uw coalitie en gezien de middelen die u moet mobiliseren om de eendracht ervan staande te houden, dag na dag, week na week, maand na maand, vrees ik dat het bijzonder moeilijk zal zijn om de noodzakelijke budgettaire ruimte te vinden om een degelijke fiscale hervorming door uw coalitie te laten aanvaarden. Als u nog lang wacht met uw note d'orientation, zou het wel eens kunnen dat die noodzakelijke marge al lang werd opgeslorpt door andere snoepjes die u aan uw morrende coalitiepartners moet uitdelen om de eendracht te behouden. Trouwens, wat een andere maatregel in dit ontwerp betreft, waarover wij ook niet werkelijk beslissen, met name de maatregel inzake de koopvaardij- en baggersectoren en bij uitbreiding ook de sleepsector, geeft uw coalitie evenmin blijk van unanimiteit.

De coalitie geeft terzake geen blijk van grote unanimiteit - ik gebruik een term die voor beide taalgroepen verstaanbaar is. Wij stelden in de commissie vast dat er twee of drie amendementen waren en dat niet alle fracties van de meerderheid dit initiatief steunden. Voor een aantal intellectueel verdedigbare redenen verzette Ecolo-collega Viseur zich ertegen om op fiscaal vlak een aantal maatregelen voor die sectoren te nemen.

Het regeringsamendement was dan wellicht ook een geschenk uit de hemel waardoor een verdeelde stemming kon worden vermeden. De volmacht die in het regeringsamendement staat ingeschreven, laat u toe het gezicht te redden. Zeker in uw geval vind ik het jammer dat dit bij volmacht moest gebeuren. Maar hoe dan ook stel ik vast dat de regering over dit aspect verdeeld is en was.

De heer **Jef Tavernier** (AGALEV-ECOLO) : Collega, ik stel vast dat u veel zin voor dramatiek hebt.

De heer **Yves Leterme** (CVP) : Als we zien hoe het eerste belangrijke wetsontwerp wordt ingediend, kan men moeilijk anders dan zin voor dramatiek hebben. Bij dit eerste wetsontwerp na vijf tot zes maanden, spreekt men al in zeer verspreide slagorde, worden amendementen ingediend en slechts op het nippertje - met gebruik van de karwats - slaagt men erin om de eenheid enigszins te herstellen. Toch zien we de groene fractie zich bij het betrokken amendement onthouden. Wij kijken dus met belangstelling uit naar de debatten, al zal de heer Tavernier ook hier "overgaan tot de orde van de dag" en zich neerleggen bij wat door de regering wordt gedicteerd.

Dan kom ik tot het laatste hoofdstuk van mijn betoog. Ik blijf herhalen dat wij fier zijn op de in het verleden geleverde inspanningen om tot de huidige budgettaire sanering te komen. Nu wordt daar om gegrijnsd en de

Yves Leterme

meerderheid - bij monde van de heer van Weddingen - onderstreept dat men zich gelukkig mag prijzen met deze regering die gelukkig de belastingen verlaagt. De vorige coalitie zou dit niet hebben gedaan.

In alle duidelijkheid, mijnheer de minister, collega's van de meerderheid, ook wij zijn voorstander van een belastingverlaging. Wie zouden wij zijn om daartegen iets te hebben? Ik wil enkel zeggen dat wat u nu kunt doen - op zeer bescheiden wijze, en niet ten belope van 80 miljard - de verdienste is van de bevolking en van mensen die in dit parlement de moed hebben gehad impopulaire maatregelen te nemen.

Het triomfalisme waarmee de trendbreuk met het verleden wordt geconcentreerd rond de belastingverlaging is ontgoochelend. Men vergeet er altijd opnieuw aan toe te voegen dat de bevolking en de voormalige beleidsverantwoordelijken de nodige inspanningen hebben geleverd om de door deze regering voorgestelde belastingverlaging mogelijk te maken.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn laatste bemerking heeft betrekking op de gekozen techniek inzake de afschaffing van de crisisbijdrage. Ik ga akkoord met het standpunt terzake van de heer van Weddingen. Uit de mond van een lid van de voormalige coalitie kan dit een beetje hypocriet klinken. In het recente verleden werden immers zeer complexe maatregelen genomen die onze fiscale wetgeving tot op heden bezoedelen.

De CVP beklemtoont echter dat de wijze van afbouw van de crisisbijdrage niet alleen haaks staat op een van onze eigen politieke streefdoelen als christen-democraten maar vooral op een belangrijk principe inzake fiscaliteit van het regeerakkoord. De door de regering gekozen weg voor de afbouw van de crisisbijdrage voert een nieuwe discriminatie in ten nadele van de gehuwden. De afschaffing wordt immers gekoppeld aan de hoogte van het gezamenlijk belastbaar inkomen. We zullen ons amendement terzake opnieuw indienen.

Mijnheer de voorzitter, dit is een zeer bescheiden wetsontwerp. De CVP is niet tegen de voorgestelde belastingverlagingen. Mijn fractie wenst echter te beklemtonen dat de maatregelen zeer bescheiden zijn. De regering geeft zich bovendien onvoldoende rekenschap van de in het verleden geleverde inspanningen om de huidige bescheiden maatregelen mogelijk te maken.

Minister Didier Reynders: Mijnheer de voorzitter, collega's, ik dank de rapporteur en de bevoegde commissie voor het puike werk.

Omdat de fiscale en parafiscale druk op inkomens uit arbeid in België zeer hoog is en dit systeem nefast is voor de werkgelegenheid, heeft de regering beslist terzake

maatregelen uit te werken. De regering zal een ontwerp tot herziening van de personenbelasting indienen. De burger zal deze hervorming echter niet moeten afwachten om van een belastingvermindering te kunnen genieten.

De regering wil een aantal maatregelen uitwerken die onmiddellijk gunstige gevolgen zullen hebben op de fiscale druk. Ik som ze op: de herindexering van de belastingschalen, de geleidelijke afschaffing van de aanvullende crisisbijdrage, de vermindering van de BTW van 21 naar 6% op een aantal arbeidsintensieve diensten en een verbetering van de fiscale aftrek voor kinderopvang. Het wetsontwerp heeft tevens tot doel de kosteloosheid van de naturalisatieprocedure te verzekeren. In het verlengde van de door de vorige regering binnen het kader van sociale aangelegenheden gevoerde acties zullen trouwens fiscale maatregelen worden voorgesteld met het oog op het behoud van de concurrentiepositie en de tewerkstelling in bepaalde sectoren van onze economie die sterk onderhevig zijn aan internationale concurrentie.

Sur ce point, la commission a par ailleurs complété le projet. J'ai parlé tout à l'heure d'améliorations parfois techniques du texte. En matière de position concurrentielle, la commission a mené un débat fort intéressant. J'ai proposé cet amendement permettant au gouvernement, par arrêté royal délibéré en conseil, d'étendre les mesures au secteur du remorquage, au-delà de la marine marchande et du secteur du dragage.

A cet égard, je voudrais simplement préciser que, comme ce sera le cas en matière sociale, le gouvernement va immédiatement notifier à la Commission européenne son intention d'étendre cette mesure au secteur du remorquage. Puis je soumettrai bien entendu un projet d'arrêté à mes collègues en conseil. Nous verrons à ce moment-là quelle décision interviendra.

Je voudrais maintenant faire quelques remarques concernant un certain nombre de critiques sur lesquelles nous aurons probablement l'occasion de revenir lors du débat budgétaire. Je confirme ici ce que j'ai dit en commission, à savoir que si des mesures de réduction de la pression fiscale, comme de la pression parafiscale d'ailleurs, peuvent intervenir aujourd'hui, c'est à la suite d'efforts constants ou presque constants d'assainissement des finances publiques consentis depuis une vingtaine d'années et supportés essentiellement par nos concitoyens.

Je dis "presque constants" parce qu'un effort important d'assainissement des finances publiques a été réalisé de 1981 à 1988 et certainement aussi de 1992 à 1999. Malheureusement, comme j'ai eu l'occasion de le préciser en commission, entre 1988 et 1992, nous n'avons plus vu se réduire le déficit des finances publiques. Le solde net à financer est resté, de manière constante, à hauteur de 7% du produit intérieur brut.

Didier Reynders

Il est probable que si, durant cette période, l'on avait profité des fruits de la croissance - importante à l'époque -, pour réduire davantage le solde net à financer, nous discuterions déjà aujourd'hui de la réforme fiscale que je proposerai l'année prochaine, et non pas simplement de premières mesures, comme plusieurs l'ont évoqué dans leurs interventions.

Deuxièmement, qu'en est-il de la marge budgétaire disponible ? Nous mènerons certainement ce débat à plusieurs reprises. J'essaie de rendre compatibles les marges budgétaires et les propositions concrètes. Nous l'avons fait en déposant à la fois le budget 2000 et la loi-programme en matière fiscale.

J'essaie de comprendre certaines critiques sur les marges budgétaires étroites et le manque d'ambition en matière fiscale. En effet, j'ai lu un certain nombre de propositions d'amendements et de propositions de loi qui visent à peu près toutes soit à accélérer la réduction de la pression fiscale sur le travail - réduire en une fois ou plus rapidement la cotisation complémentaire de crise -, soit à diminuer plus sensiblement la TVA sur la construction. Dans d'autres domaines, on propose de diminuer les accises sur les eaux minérales ou sur les limonades. Or, toutes ces mesures vont dans le même sens : réduire encore plus fortement la pression fiscale.

J'essaie donc de comprendre comment l'on peut à la fois, au cours du débat budgétaire, nous reprocher d'aller trop rapidement dans cette réduction, et en même temps déposer autant de textes qui vont dans le sens d'une réduction encore plus forte, encore plus accélérée de la pression fiscale.

Cela étant dit, je ne voudrais pas reprendre longuement les débats sur l'indexation des barèmes fiscaux. Le rapport est très explicite en la matière et il retrace l'historique. Je dirai simplement que mon intention en écrivant l'exposé des motifs était de donner très clairement la position du gouvernement sur cette problématique. En d'autres termes, nous voulons réaliser une réindexation intégrale des barèmes fiscaux. Nous voulons la faire porter sur les précomptes - ce qui n'était pas entièrement le cas - et dans ce contexte, nous souhaitons annoncer qu'il n'y aura pas de nouvelle mesure de suspension.

Je sais que le débat a déjà eu lieu. Peut-être sera-ce la dernière fois que je vais le répéter, mais je n'en suis pas tellement convaincu. Il est exact qu'avant les élections de juin 1999 comme avant celles de 1995, l'indexation intégrale des barèmes fiscaux avait été annoncée et même réalisée par des mesures législatives. Il est tout aussi exact qu'en 1996, à la seule différence que c'était après l'échéance électorale, des arrêtés de suspension sont intervenus pour les deux exercices suivants.

Je crois utile de préciser à nos concitoyens dans un exposé des motifs qu'il n'y aura pas de nouvelle suspension, une fois les élections passées. Comme je l'ai dit peut-être un peu rapidement en commission, je le répète un peu plus lentement en séance plénière, il est intéressant de noter que, pour une fois les promesses faites avant l'échéance électorale vont être tenues. La modification de la composition de la majorité a peut-être une incidence en la matière, tout comme le changement d'orientation politique à la tête du département des Finances, j'y reviendrai.

Il me semble important d'annoncer clairement la couleur pour le prochain exercice. Il n'y aura pas de nouvelle suspension de l'indexation des barèmes fiscaux, indexation introduite dans un premier temps par M. Grootjans dans la réforme de 1985.

Au-delà de cette question, je comprends les critiques de M. Viseur et de M. Tavernier sur l'article 4.

En ce qui concerne la position concurrentielle d'un certain nombre d'entreprises, je ne suis même pas convaincu, d'ailleurs, que les mesures que nous prenons suffiront. Il est probable que la concurrence va encore s'exercer de manière plus forte, parfois en faisant appel à des équipages venant d'Etats extérieurs à l'Union européenne. La logique que nous avons suivie en la matière, qui avait d'ailleurs déjà été décidée par le gouvernement précédent, est essentiellement de tenter, dans le cadre européen, de prendre des dispositions favorables pour les entreprises de la marine marchande, du dragage et peut-être demain de remorquage, qui battent pavillon européen. Je le répète, ce ne sera peut-être pas suffisant. On viendra sans doute encore toujours nous proposer les services d'autres types d'entreprises, soit battant pavillon hors Union européenne, soit utilisant du personnel originaire d'Etats extérieurs à l'Union européenne.

M. Viseur a eu raison de faire le lien avec le débat de l'OMC. Ce dossier est un ensemble mais ce débat ne doit pas nous conduire à poser des gestes unilatéraux et à abandonner la capacité concurrentielle de nos entreprises, au bénéfice de quelque principe que ce soit, quand d'autres Etats proches ou éloignés ne font pas la même démarche que nous. J'y reviendrai certainement dans les prochains jours lorsque nous évoquerons les résultats, si je peux qualifier ainsi les conclusions du Conseil européen d'Helsinki en ce qui concerne la fiscalité. Nous adoptons la même démarche. Nous souhaitons progresser vers une harmonisation mais il faut que tout le monde avance dans la même direction. Je crois que nous avons aussi intérêt à défendre la capacité concurrentielle de nos entreprises.

En réponse aux remarques de Mme Moerman, je confirme que le débat va effectivement s'ouvrir entre mon département et le secteur horeca en ce qui concerne les

Didier Reynders

différentes dispositions que l'on peut imaginer de prendre pour renforcer l'activité dans ce domaine. Il ne s'agit pas seulement de dispositions fiscales - la réduction des charges sociales aura un impact sur le secteur horeca - mais je souhaite ouvrir une discussion sur les mesures fiscales envisageables à l'égard de ce secteur.

Je rappelle d'ailleurs qu'un certain nombre de présidents de parti s'étaient engagés à prendre des dispositions fiscales, notamment pour la restauration. J'aurai donc à intégrer également ces engagements dans ma réflexion avec le secteur mais ce débat va s'ouvrir. De même, comme je l'ai annoncé en commission, je demanderai au Bureau du Plan et au service d'étude des Finances d'examiner la situation du secteur de la construction et de voir dans quelle mesure des réductions de TVA pour des constructions neuves peuvent effectivement avoir un impact positif.

Je souhaite que cet examen soit cette fois-ci réellement contradictoire. Ce ne fut pas toujours le cas dans le passé. Il faut que les représentants du secteur aient l'occasion de débattre des conclusions du bureau du plan ou du service d'études de mon département.

Concernant la cotisation complémentaire de crise, le texte qui vous est proposé a effectivement - on pourrait le regretter, M. van Weddingen y a fait allusion - un effet rétroactif. Je n'ai heureusement pas eu de remarque du Conseil d'Etat à ce sujet. Nous pouvons faire entrer ce texte en vigueur, y compris pour le rendre applicable à des revenus promérités, avant l'entrée en fonctions du gouvernement. Comme il s'agit d'une réduction de la fiscalité, si le Conseil d'Etat n'avait aucune remarque à formuler, vous n'en avez pas non plus.

L'engagement est clair : nous prenons des dispositions pour les revenus 1999 et 2000. Dans l'exposé des motifs, j'ai d'abord précisé quelles seraient les modalités en 2001 et dans les années suivantes en fonction de la situation budgétaire. A ce rythme là, voire plus rapidement, nous supprimerons la cotisation complémentaire de crise, mais en indiquant très clairement dès aujourd'hui - je crois que c'est utile - les conséquences budgétaires de l'initiative. Elles se trouvent aux pages 8 et 9 du rapport de la commission. Je vous renvoie au tableau en néerlandais - les chiffres restant arabes - parce que le tableau en français n'est pas correct sur une des années de référence.

Je voudrais encore préciser quelques points évoqués par les intervenants.

Je confirme qu'en ce qui concerne la déductibilité des frais exposés par des particuliers pour occuper du personnel à domicile, il y aura non seulement un débat au sein du gouvernement dans les toute prochaines semaines, mais il y aura également une intégration de cette mesure dans l'ensemble du débat parlementaire qui

interviendra à propos de la lutte contre le travail au noir. C'est dans ce cadre que je souhaite développer une proposition simplifiant un certain nombre des dispositions actuelles du code, notamment l'article 104, qui prévoit des conditions assez strictes pour pouvoir déduire de ses revenus les frais exposés lorsque l'on engage du personnel. Il me paraît en effet assez logique d'encourager au moins autant les particuliers à engager du personnel qu'on le fait pour les entreprises. Si nous voulons lutter en faveur de l'emploi, nous devons le faire à la fois en aidant les entreprises à embaucher et en aidant les particuliers qui souhaitent le faire à réaliser cette opération. Dans les deux cas, la collectivité s'en portera mieux.

M. Borginon a évoqué la problématique de l'autonomie fiscale. Un débat aura certainement lieu à ce sujet, y compris dans d'autres enceintes. Si une conférence interparlementaire et intergouvernementale a été mise en place, c'est bien pour débattre d'un certain nombre de thèmes. Je participerais bien entendu volontiers à cette discussion si cette conférence y convie le ministre des Finances.

Je voudrais rappeler qu'en ce qui concerne les premières mesures annoncées dans le budget 2000 du gouvernement flamand, je confirme le position que j'avais adoptée en commission : à partir du moment où les mesures envisagées sont linéaires et forfaitaires, je n'ai aucune remarque à formuler. J'aurais une remarque à faire si la mesure devait être différenciée par type ou par catégorie de revenus. Si l'on respecte la loi de financement, je n'ai évidemment aucun commentaire à faire. Tel était le sens de mes interventions au moment où le budget a été annoncé, c'est encore le sens de mes interventions maintenant que la mesure a été précisée dans son caractère linéaire et forfaitaire, à concurrence d'ailleurs de 3,2 milliards, ce qui, tout le monde en conviendra, ne met pas en péril l'union économique et monétaire du pays.

Ce que j'ai d'ailleurs confirmé au gouvernement.

Enfin, monsieur le président, il est exact que les mesures proposées ne constituent qu'un premier volet de mesures fiscales qui interviendront au cours de la législature. Beaucoup d'autres thèmes que celui de la fiscalité sur les personnes physiques ou les quelques éléments évoqués dans le texte concernant la TVA ou des soutiens à des secteurs d'activité devront être abordés. Je pense notamment à la mobilité, à l'énergie, et à divers thèmes qui figurent dans la déclaration gouvernementale comme la politique de la ville. Tout cela se fera en concertation avec un certain nombre de collègues au sein du gouvernement. Je pense aussi, bien entendu, à la réforme fiscale qui devra être présentée à l'automne prochain.

On a parlé d'inverser la tendance, je voudrais, pour conclure, rassurer M. Paque.

Didier Reynders

Je suis heureux d'avoir entendu le commentaire de son groupe en séance plénière. Je n'avais pas eu le plaisir d'entendre cet avis, en commission, ni à l'occasion de la discussion du budget, ni à l'occasion de la discussion de la loi fiscale. Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire;

Je vous rassure, monsieur Paque. Mon intention est d'inverser la tendance par rapport à ce qui s'est fait en matière fiscale au sein de mon département durant ces dix dernières années.

Ainsi en matière de prélèvements d'impôts sur les revenus des personnes physiques, je souhaite arrêter la tendance de ces dix dernières années qui a conduit - le rapport l'atteste - à des prélèvements supplémentaires à raison de 378 milliards de francs sur les personnes physiques, ce exclusivement par le biais de la non indexation des barèmes fiscaux et de la cotisation complémentaire de crise. Je répète que l'inversion de tendance sera très claire en la matière.

Des diminutions d'impôts indirects vont - si vous le désirez je vous ferai remettre la liste -, contrairement à un certain nombre de mesures prises budget après budget pour augmenter l'ensemble des impositions indirectes dans notre pays, contribuer à diminuer la pression fiscale.

Comme je l'ai déjà dit à l'occasion de diverses questions, mon intention est de diminuer la pression fiscale sur le travail. Il s'agira donc d'une réforme fiscale comparable à celle présentée par M. Grootjans, en 1985, qui souhaitait diminuer la pression fiscale sur le travail. Elle n'est donc aucunement comparable à la dernière réforme fiscale en date dont le ministre titulaire du département disait lui-même qu'elle était neutre. En d'autres termes, qu'elle reprenait d'une main ce qu'elle donnait de l'autre. Chacun se souviendra, par exemple, des déductibilités de frais de restaurant ou de vêtements ramenées à des pourcentages un peu particulier et exclusifs à notre pays.

Sur tous ces domaines, je souhaite effectivement inverser la tendance. C'est dans cette perspective que la déclaration gouvernementale prévoit comme ligne de conduite de la législature - ce qui est une première - une réduction constante de la pression fiscale et parafiscale et en particulier sur le travail.

En conclusion, je voudrais vous dire, presque pour l'anecdote que je n'ai pas compris l'information qui vous a été donnée sur un des points. Je pense à la TVA européenne.

Il est vrai que je n'ai pas eu le plaisir de recevoir les dossiers de mon prédécesseur. Il semble que ce soit une tradition nouvelle mais toujours est-il que lors de mon arrivée, le cabinet des Finances était totalement vierge

de tout dossier. Cependant, je puis vous dire que si la décision avait déjà été prise, nous n'aurions pas consacré autant de temps à des réunions du conseil des ministres européens de l'Economie et des Finances (ECOFIN). Nous avons également participé à une séance exceptionnelle dans l'ancienne capitale de Finlande, Turku, pendant une journée entière. Nous avons donc dû négocier durant des jours et des jours pour tenter d'arriver à une décision européenne en vue d'une réduction de la TVA pour certains secteurs.

Une fois cette liste obtenue, avec le soutien actif du ministre de l'Economie et des Finances français de l'époque, Dominique Strauss-Kahn, j'ai pu enfin aborder le gouvernement belge et proposer des réductions de TVA dans des secteurs déterminés. Mais dire que la décision avait été prise à l'échelon européen serait inexact : il suffit de s'en référer à la presse des six derniers mois pour se rendre compte que tout cela n'était pas réalisé et ne figurait pas dans des textes issus du Conseil des ministres européens. Cet exemple pour vous dire que, dans certains domaines, en effet, la tendance s'inversera en matière fiscale.

Je suis heureux de pouvoir présenter des textes qui allègent cette charge, mais je suis aussi conscient, comme M. Leterme, que le débat principal aura lieu à partir de l'automne prochain et portera sur l'ensemble de la réforme fiscale sur les revenus du travail. Même si d'autres textes interviendront, ce sera probablement à ce moment-là que se tiendra le débat fondamental en matière de réduction des charges.

Cela étant, pour la fin de la législature, entraîner une réduction des charges de l'ordre de 80 milliards de francs, sur base annuelle - pour reprendre une formule qu'un ancien premier ministre aimait beaucoup -, c'est déjà une première étape assez significative que nous réalisons par ce projet.

Je suis heureux que l'ensemble des groupes soit soutiennent cette initiative soit n'y manifestent aucune opposition. Ce n'est déjà pas mal dans un projet fiscal et, surtout, dans une loi-programme fiscale.

Le président : La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

- La séance est levée à 13.33 heures. Prochaine séance plénière mardi 14 décembre 1999 à 14.15 heures.

- De vergadering wordt gesloten om 13.33 uur. Volgende plenaire vergadering dinsdag 14 december 1999 om 14.15 uur.

BIJLAGE

PLENAIRE VERGADERING
DINSDAG 14 DECEMBER 1999

MEDEDELINGEN***SENAAT*****Overgezonden wetsontwerp**

Bij brief van 9 december 1999 zendt de Senaat over met het oog op de koninklijke bekrachtiging het niet-geëvoeerde wetsontwerp tot toekenning van een vermindering van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid aan werknemers met lage lonen (nr. 256/3).

Ter kennisgeving

***VAST COMITÉ VAN TOEZICHT
OP DE POLITIEDIENSTEN*****Kostenstaat**

Bij brief van 7 december 1999 zendt de griffier van het Vast Comité van toezicht op de politiediensten de kostenstaat van het Comité over wat de maanden september en oktober 1999 betreft.

Ingediend ter griffie en verzonden naar de commissie voor de Comptabiliteit

ANNEXE

SEANCE PLENIERE
MARDI 14 DÉCEMBRE 1999

COMMUNICATIONS***SÉNAT*****Projet de loi transmis**

Par message du 9 décembre 1999, le Sénat transmet en vue de la sanction royale le projet de loi visant à octroyer une réduction des cotisations personnelles de sécurité sociale aux travailleurs salariés ayant un bas salaire (n°256/3); le Sénat ne l'ayant pas évoqué.

Pour information

***COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE
DES SERVICES DE POLICE*****Etat des dépenses**

Par lettre du 7 décembre 1999, le greffier du Comité permanent de contrôle des services de police transmet l'état des dépenses effectuées par le Comité en ce qui concerne les mois de septembre et d'octobre 1999.

Dépôt au greffe et renvoi à la commission de la Comptabilité